

## sem 11 18

allemagne.....	1
Münich, Allemagne : Quelques collabos du système carcéral immobilisés.....	1
canada.....	2
Fuck you, Fuck votre Cour, Fuck la Couronne et la Reine que vous servez : Réponse à la sentence de ceux ayant fermé la Ligne 9.....	2
chili.....	4
Chili : Le compagnon Juan Flores condamné à 23 ans de taule.....	4
france.....	4
Solidarité avec nos cousins et cousines hiboux de Bure !.....	4
APPEL DES POUBELLES CONTRE LE PROJET DE.....	6
Versailles : Des bagnoles des bourgeois vandalisés.....	7
Amiens : Les nouveaux horodateurs déjà hors service.....	8
Des condamnations pour trois des personnes arrêtées à Bure [MAJ : les déclarations des compas].....	8
Milice sur la Z.A.D.....	12
Venez passer le printemps à la zad ! Appel à sur-occupation.....	13
Bure : Retour sur le procès du 19 mars.....	14
Violence politique à la Zad de NDDL.....	15
[Nantes - 25 mars] BLAD - Balade des Lieux A Défendre.....	16
Toujours armé-e-s contre le béton.....	18
Périgueux : Lundi, la cage pour tout petits est resté fermée.....	19
Bressols (Tarn-et-Garonne) : Sans câbles, pas d'internet ni de téléphone.....	20
Valence : Banderole de solidarité avec les anarchistes et antifascistes Russe emprisonné-e-s.....	20
Toulouse : La caméra tombe.....	21
22 mars : Certains matins de printemps ont une fraîcheur de révolte.....	21
Milice sur la ZAD 2 : le retour.....	27
Pont de Claix( 38800) un compteur non communicant à la place du linky.....	29
Grenoble, France : Perturbation d'un colloque de Frontex à l'université – 22 mars.....	29
Le procureur pyromane.....	30
Pétel Pétain.....	35
Clavière [Italie] il n'y a pas de frontière qui résiste à la solidarité(Mise à jour).....	36
22 mars : Paris déborde, le printemps commence.....	37
indonesie.....	41
Bandung (Indonésie): incendie d'une pelleteuse pendant la résistance à un projet de développement d'appartements.....	41
italie.....	41
Italy, February 1, 2018 – LOCKS GLUED AT BENETTON SHOPS . en/it/.....	42
Trento, Italy – Stones against the Sala della Cooperazione [Cooperation Hall], which is to host Matteo Salvini [leader of the Northern League].....	43
Cremona, Italy – Pioneer Dupont GM Research Centre damaged by fire.....	44

## allemagne

### Münich, Allemagne : Quelques collabos du système carcéral immobilisés

Il est facile d'attaquer. Nous avons traversé les rues, de rage, il y a quelques jours. Un foulard sur le visage, un couteau dans la poche. **Une voiture de SECURITAS, pschitt, pschitt, pschitt. Encore une voiture de**

**sécurité: pschitt, pschitt. Deux voitures de SPIE, qui s'impliquent dans la construction de prisons en France: pschitt, pschitt. Une voiture de TELEKOM, qui produit et développe la technologie de surveillance en prison: même chose, pneus crevés.** Les voitures de ces entreprises se trouvent dans chaque ville, dans chaque quartier. C'est facile d'attaquer. C'est pour tous ceux qui sont en lutte contre le système carcéral. Force et salutations !

[Traduit de l'allemand de [chronik.blackblogs.org](http://chronik.blackblogs.org) via [Aus dem Herzen der Festung](#)]

## canada

### **Fuck you, Fuck votre Cour, Fuck la Couronne et la Reine que vous servez : Réponse à la sentence de ceux ayant fermé la Ligne 9**

*Soumission anonyme à MTL Contre-info. Le lien de la levée de fonds est au bas de la page.*

Le 18 décembre 2017, deux camarades anarchistes ont été condamné-es pour le rôle qu'il.les ont joué dans l'action directe de 2015 ayant fermé la Ligne 9 d'Enbridge. Leur groupe affinitaire a accompli cela en fermant physiquement une valve manuelle, ce qui a prouvé qu'il est possible de fermer des oléoducs de manière sécuritaire. Cette action, la première en son genre, a inspiré une vague d'actions similaires, dont l'une ayant fermé 5 pipelines simultanément dans 4 différents états.

Au moment d'annoncer la sentence de Fred et Will, [le juge a jugé approprié de semoncer les défendants](#). « Vous êtes convaincus », a-t-il dit, « que c'était correct ». Il a poursuivi en comparant l'action des activistes, qui n'a blessé aucune entité physique, avec des attaques terroristes comme celle de l'attaque à la bombe du Marathon de Boston ou le massacre du Bataclan à Paris. Le point commun entre ces actions consiste dans le fait de leur motivation idéologique. Le juge a poursuivi en faisant référence à un homme allemand dans les années 30 qui était persuadé de la justesse de sa cause.

Eh bien, nous pouvons nous aussi jouer à ce petit jeu. Si la condamnation qui suit semble exagérément cinglante, gardez en tête que ce fucking juge a comparé notre camarade à fucking Adolf Hitler.

Ce juge représente la même Couronne qui est responsable d'atrocités bien pires que l'attaque à la bombe du Marathon de Boston ou les actes des tireurs du Bataclan. Le système génocidaire des écoles résidentielles a été présidé par de nombreux juges, et le coût humain de ce système est bien plus grand que les actes terroristes cités par le juge. Comment osez-vous réprimander nos camarades, comme s'ils étaient des enfants perdus, pour avoir désobéi à votre Loi, alors que de bien plus grandes atrocités ont été commises par des gens qui avaient pour arme cette même Loi? C'est votre code moral, pas le nôtre, qui est malade et naïf.

Vous êtes vieux, et ne vivrez pas assez longtemps pour voir l'étendue du cataclysme à venir avec le changement climatique, de même que les crises politiques et économiques qui en seront la conséquence. Pour ceux et celles d'entre nous qui devons vivre avec les conséquences de l'échec de votre génération à adresser la crise écologique, nous ne pouvons tolérer le viol quotidien de la Terre Mère entrepris par Enbridge et compagnie. Comment osez-vous nous gronder d'avoir agi pour défendre notre avenir? C'est notre avenir qui est systématiquement appauvri depuis des siècles par l'écocide sanctionné par l'État. Nous réprimanderiez-vous de

désirer léguer un monde vivable à ceux et celles qui viendront après nous? Aimeriez-vous plutôt que nous nous apitoyions sur notre sort sans espoir et impuissant-es, avec pour seule option de regarder se détériorer toujours plus la toile de vie dont notre survie dépend? Les canaux politiques que vous souhaiteriez nous voir employer ont clairement prouvé leur inaptitude à adresser la crise planétaire. Alors désirez-vous que nous disions « tant pis » en haussant les épaules? Ou que nous gaspillions nos vies à la poursuite de « solutions » sanctionnées par l'État qui échoueront certainement? Comment osez-vous vous poser en champion de la morale et de la bonne conscience, vous qui vivez dans le luxe alors que la sixième extinction de masse s'accélère vertigineusement? Qu'avez-vous fait pour mettre un frein et inverser les dommages que cette civilisation inflige à la terre année après année?

Fuck you, vieille merde. Nous essayons de réparer les dommages de votre génération. Nous essayons de cautériser les blessures de ce monde avant qu'il ne soit trop tard. Comment osez-vous nous reprocher nos actions? Dans votre lecture absurde, vous comparez Frederick Brabant à Hitler, parce qu'ils croyaient tous les deux à une cause. C'est une insulte à mon intelligence d'honorer vos propos d'une réponse, mais puisque l'on doit s'abaisser à votre niveau, voilà: l'élection d'Hitler était légale, les actions de ceux qui ont protégé les juifs et autres indésirables de l'Holocauste étaient illégales. Il était légal pour les propriétaires d'esclaves de les flageller, le Chemin de Fer Clandestin était hors-la-loi. Le système d'écoles résidentielles était légal, les cérémonies traditionnelles autochtones étaient interdites. C'est un abaissement idiot de la faculté de raisonnement humaine de faire équivaloir légal avec juste, illégal avec injuste. La loi, dans chaque pays, est créée par la classe dirigeante de ce même pays, en accord avec les intérêts et les inclinations de cette classe. Que vous soyez aveugle à cette évidence démontre une pauvreté d'imagination que vous devriez avoir honte de montrer en public. Ce que vous dites, effectivement, c'est que la Force fait le Droit, et ce faisant vous vous positionnez en compagnie spirituelle des juges d'une infinité de régimes oppressifs, vous légitimez la terreur et la torture en défendant la Loi. Ainsi je vous dis : en condamnant nos camarades, vous étiez convaincu d'avoir raison, tout comme l'était le juge ayant condamné à mort les chefs Tsilqotin. Ou les lèches bottes qui ont ordonné l'éviction d'Africville et la déportation des Acadiens. Ou ceux ayant mis en place les Mesures de Guerre lors de la Crise d'Octobre. Ou qui ont demandé aux travailleurs chinois migrants de payer une taxe d'entrée au risque d'être déportés. Ou ceux qui ont donné l'ordre que les descendants des japonais soient internés dans des camps durant la Seconde Guerre mondiale. Chacun de ces hommes, pouvons-nous supposer, croyait qu'il faisait la juste chose. Mais ce n'était pas le cas.

Nous croyons que viendra le jour où les gestes des protecteurs-trices d'eau seront vu sous le même jour que ceux et celles ayant combattu l'esclavage et la conquête impériale il y a de cela plusieurs générations. Plus encore, même si nous sommes reconnaissants que notre activisme reçoive un joyeux support, nous n'avons nul besoin de l'approbation de la société normale. Nous ne reconnaissons nulle autorité plus grande que nous-mêmes, et nous continuerons d'agir en accord avec les aspirations de nos esprits pour la liberté et la dignité. Nous continuerons à nous battre pour défendre la Terre Merre, pour les futures générations et chacune de nos relations, au diable les conséquences.

Et ne vous trompez pas – notre mouvement grandit. Ceux et celles qui gardent un œil ouvert le savent déjà – le reste d'entre vous le verrez bien assez tôt.

Que le soleil se couche sur tout ce que vous représentez, et alors que votre génération se meurt, que meure avec vous l'idéologie ridicule que vous avez épousée sans honte. Fuck you, Fuck votre Cour, Fuck la Couronne et la Reine que vous Servez. Que le jour approche où toute croyance en leur caractère sacré s'efface des mémoires et

où les humains honorent à nouveau le vivant plutôt que vos abstractions mortes. Alors seulement serons-nous capable en tant que peuple de parler sérieusement de justice.

En l'honneur de feu notre camarade Jean Léger, nous déclarons : ON LÂCHE RIEN.  
On lâche pas.

pour le monde sauvage

la brigade Pukulatamuj de la Fédération Anarchiste Imaginaire

## chili

### Chili : Le compagnon Juan Flores condamné à 23 ans de taule

*Publicacion Réfractario / jeudi 15 mars 2018*

Le 15 mars 2018 le sixième tribunal pénal oral a encore une fois décidé de la vie de personnes. Imbus de leur soi disant supériorité morale et avec le code pénal dans la main ils ont fait les opérations mathématiques pour décider du temps que des individus devront être séquestrés en prison.

Vers midi le tribunal a rendu le verdict contre le compagnon [Juan Flores](#) pour les délits suivants :

-pour attentat dans la station de métro Los Dominicos (réalisé le 13 juillet 2014) : sous la loi de contrôle des armes, avec 6 délits pour lésions légères, plus les dommages : 8 ans de prison

- pour l'attentat dans le Subcentro (centre commercial) réalisé le 08 septembre 2014, où la police a été alertée quelques minutes avant l'explosion : sous la loi antiterroriste il est condamné à 15 ans de prison.

En parallèle le tribunal a accepté une plainte civile pour 3 lésions au cours de l'attentat, ce qui le condamne à payer 2.000.000 pesos à chacune des personnes blessées. Les juges ont décidé de ne couvrir les frais de justice du procès prolongé à aucune des deux parties.

Nous rappelons que dans ce même procès les compagnon-ne-s Nataly et Enrique ont été acquittés.

C'est la première condamnation sous la loi antiterroriste pour attentat explosif suite à la réforme de la loi, depuis plus de 20 ans. Le parquet a essayé à plusieurs reprises d'obtenir des condamnations sous la loi antiterroriste ces 10 dernières années, et c'est la première fois que ce délit est ratifié par un tribunal, légitimant l'arsenal juridique d'urgence.

**À bas la loi antiterroriste et la loi de contrôle des armes !**

**À bas l'État policier !**

# france

## Solidarité avec nos cousins et cousines hiboux de Bure !

[Sabotage] Les hirondelles ne font pas le printemps... Mais une nuit, certaines ont embelli l'hiver en se retournant contre ceux qui prétendent les utiliser comme emblème.

Ces oiseaux, d'ordinaire diurnes, se sont envolés en pleine nuit vers le 10, rue neuve, Pont-sur-Madon (Vosges), siège social de l'association « naturaliste » Hirrus. Après s'être régalingées de la nourriture pour oiseaux disposée en abondance sur les arbustes du jardin et avoir squatté le nichoir le temps d'une sieste, les hirondelles ont envoyé un message clair à ces traîtres.

L'un des volatiles a également déposé une lettre d'avertissement, transportée dans son petit bec (reproduite en fin d'article), à la porte de la maison.



### *Cigéo Bure Collabos du désert nucléaire*

À peu près au même moment, par une heureuse coïncidence, un groupe de Musaraignes aquatiques (*Neomys fodiens*) a décidé de s'attaquer à ceux qui se sont honteusement approprié leur nom latin. Les petits mammifères se sont dirigés vers une voiture et une camionnette du bureau d'étude Neomys, stationnés au 240, rue de Cumène, Neuves-Maisons (54). Histoire de bien marquer le coup, ils ont aussi laissé une lettre identique à celle des hirondelles. Étonnantes, ces petites bêtes.



On a observé, chez certains « naturalistes » lorrains, un étrange syndrome de déconnexion de la réalité. Il se caractérise par une capacité à faire son travail normalement sans voir la moindre incohérence dans le fait d’être missionné par l’Andra (agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), dont la mission est d’enfouir des matières radioactives incontrôlables dans le sous-sol de Bure, Meuse. Ainsi, les associations Hirrus et Neomys, respectées dans le Saintois et la couronne nancéienne pour leurs initiatives en faveur de l’environnement, ne crient pas sous tous les toits qu’elles facilitent l’implantation de la mafia nucléaire dans le Sud meusien.

Les inventaires et études réalisés par ces associations seront utilisés par l’OPE (Observatoire Pérenne de l’Environnement), organe de l’Andra voué à la connaissance du territoire avant sa contamination radioactive pour les millénaires à venir. L’agence sera donc dans le cadre légal qui lui permettra d’avancer en écrasant tout sur son passage, tout en prétendant qu’elle a fait très attention aux espèces et dynamiques écologiques présentes.

Tels les oiseaux de Hitchcock, les hirondelles, désormais averties de l’hypocrisie de ces « naturalistes », veillent au grain. Les autres espèces animales et végétales, peu désireuses de devenir radioactives, ne manquent pas de moyens pour faire cesser la collaboration de ces associations avec l’Andra et leur rappeler ce qu’elles sont censées défendre. Si ce double-jeu infâme persiste, le bon état de conservation d’Hirrus et de Neomys pour les années à venir ne pourra pas être garanti...

Que vous soyez hirondelle, triton ou chauve-souris, n’oubliez pas qu’il y a toujours, près de chez vous, un collabo de l’Andra que vous pouvez saboter pour ronger le projet Cigéo avec nous.

*« Et le peu qui viendra, d’eux à vous, c’est leurs fientes. »*

## **Reproduction de la lettre adressée aux traîtres**

*À l'attention de prétendus défenseurs de la nature,*

*Il paraît que vous vouez votre vie à la préservation de la biodiversité et à faire connaître les merveilles de l'environnement. Quand on prend un tel engagement, comment peut-on rester « neutre » face à un projet industriel démentiel et destructeur ? Comment peut-on rester « neutre » face à l'arrivée prochaine de 80 000 mètres cubes de déchets nucléaires mortels sur des milliers d'années ? Comment peut-on rester « neutre » face au défrichage illégal déjà effectué au bois Lejuc, et face à la destruction programmée de 160 hectares de ce même bois dans les mois à venir ? Quelle « nature » voulez-vous défendre quand elle sera transpercée par des camions et des trains de déchets nucléaires plusieurs fois par semaine pendant un siècle et demi ? Vous êtes-vous seulement renseignés avant de céder à l'appât du gain ? Il n'aura donc fallu que quelques milliers d'euros pour acheter votre silence et votre aveuglement sur cet immense projet de poubelle atomique ? Et même si vous avez assez de bon sens pour démontrer l'impact catastrophique de ce projet sur l'écosystème, êtes-vous suffisamment naïfs pour croire que le rouleau compresseur nucléocrate le prendra en compte ?*

*Votre collaboration avec l'Andra doit cesser immédiatement. Nous ne cherchons pas, par cette lettre, à vous convaincre de quoi que ce soit ou à établir un « dialogue », car vous vous êtes déjà trop fourvoyés.*

*Pour rappel, d'autres associations naturalistes ont refusé de collaborer avec l'Andra et n'ont pas coulé pour autant. Ne faites donc croire à personne qu'il en va de votre survie. Pensez plutôt à la survie de tout un territoire et de la nature que vous êtes censés défendre.*

*Nous attendons de pied ferme votre retrait du projet Cigéo. S'il ne vient pas, nous le provoquerons. Nous ne souhaitons pas l'arrêt de toutes vos activités et initiatives pour l'environnement, mais s'il faut en passer par là pour neutraliser un maillon de cette immense chaîne radioactive qui s'impose par la brutalité, nous n'hésiterons pas.*

*La nature, prête à se défendre.*

## **APPEL DES POUBELLES CONTRE LE PROJET DE...**

### **APPEL DES POUBELLES CONTRE LE PROJET DE POUBELLE ATOMIQUE DE BURE**

Nos Poubelles n'acceptent pas d'être assimilées à la méga poubelle atomique de Bure où le gouvernement veut entasser à 500 mètres de profondeur les déchets les plus radioactifs à très longue vie produits par les 58 réacteurs nucléaires français depuis leur mise en service.

Nos Poubelles ne cautionnent pas cet enfouissement irréversible de déchets radiotoxiques et inflammables pour certains, qui devront être ventilés pendant plus d'un siècle et resteront extrêmement dangereux durant des centaines de milliers d'années.

Faire croire qu'enfouir ces déchets c'est en régler le problème est une aberration. Ce n'est que les "mettre sous le tapis" La sécurité est loin d'être assurée (risques sismiques, risques d'incendie, risques terroristes, risques de rejets radioactifs gazeux). En témoignent des documents internes de l'ANDRA, l'agence en charge de la construction du centre d'enfouissement.

Nos Poubelles s'opposent à la contamination de la région de Bure mais aussi à la mise en danger des générations futures. Des alternatives existent (Stockage dans des conditions permettant de faire face en cas d'incident). Et puis il est urgent de ne plus produire de nouveaux déchets nucléaires, donc de sortir du nucléaire ! Voir le site d'information [www.burestop.eu](http://www.burestop.eu)

Aussi nos Poubelles ont décidé de se "customiser" pour afficher leur désaccord avec ce projet de POUBELLE ATOMIQUE.

### COMMENT FAIRE ?

Imprimez l'affichette.

Collez-la en permanence sur votre poubelle de rue personnelle, telle quelle ou plastifiée (sur une, deux, voire quatre faces...).

Pour montrer la détermination de votre poubelle, vous pouvez la laisser plus qu'il ne faut dans la rue...

Relayez cette action et incitez vos amis, famille et voisins à faire de même.

### Vous pouvez faire un peu plus :

Prenez une chouette photo de votre poubelle, avec ou sans mise en scène, avec ou sans vous (laissez libre cours à votre créativité !).

Envoyez la photo à [burecnon@yahoo.com](mailto:burecnon@yahoo.com) (en précisant votre commune et votre département).

Retrouvez ici toutes les photos des poubelles participantes :

<https://www.flickr.com/photos/poubelleburecnon>

## Versailles : Des bagnoles des bourges vandalisés

*actu.fr / jeudi 15 mars 2018*

**Une trentaine de voitures ont été vandalisées à Versailles, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 mars.** Le ou les malfrats ont agi en suivant une ligne nord-sud : rue des Réservoirs, place d'Armes et rue de Satory. **Ils s'en sont pris aux pneus, aux rétroviseurs, aux essuie-glaces.** « Aucun vol n'a été à déplorer, souligne une source policière. Nous sommes vraiment face à des actes de délinquance pure. »

Tout au long de la semaine, les victimes se sont succédé, au compte-gouttes, au commissariat pour déposer plainte. Parmi elles figure Antoine, libraire dans la rue du Maréchal-Joffre. Lui a découvert sa Volvo inclinée sur le côté gauche, devant le château. « On m'avait crevé les deux pneus de ce côté-là. Je m'en suis aperçu le jeudi, alors que je devais aller chercher des livres pour mon enseigne. Il était 5h45 ».

Et c'est en appelant un dépanneur qu'il a pris la mesure de l'ampleur de la situation.

« Il en était à sa huitième voiture. Il avait des difficultés à trouver un garagiste ayant des pneus disponibles. Ils lui demandaient ce qui s'était passé à Versailles. Car tous leurs clients venaient de là. »

Au final, Antoine n'a trouvé une solution qu'aux alentours de 9h. Il aurait dû récupérer ses livres à 7h. Bilan : du retard dans son travail et une ardoise de 400 euros pour les réparations. « C'est peut-être un acte anodin, mais cela a perturbé toute ma semaine. Et j'ai failli passer à côté de belles sorties. Car là où je vais prendre mes livres, c'est comme pour le poisson. Si on n'y est pas tôt, on n'a plus rien. »

Une enquête a été ouverte au commissariat de Versailles. Les policiers vont analyser les caméras de surveillance pour identifier le ou les auteurs des dégradations. Une première piste semble se tracer. Il pourrait



s'agir d'amateurs de football, probablement enivré et qui n'auraient pas digéré la défaite du PSG face au Real de Madrid.

Pourrait seulement. Car **dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 mars, une nouvelle série de dégradations a été commise autour de la cathédrale Saint-Louis. Des pneus crevés mais aussi des essuie-glaces arrachés.** On ignore encore le nombre de victimes.

This entry was posted in [Antitech](#), [Bouffe du riche](#) and tagged [Versailles](#), [Yvelines](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Amiens : Les nouveaux horodateurs déjà hors service**

*Le Courrier Picard / jeudi 15 mars 2018*

Incendiés, tagués, mis au sol..., **huit des nouveaux horodateurs installés dans le quartier Saint-Maurice, dans le cadre du stationnement résidentiel, ont été vandalisés dans la nuit de mercredi à jeudi.** « *Chaque horodateur coûte 9 000 euros, ça fait donc 72 000 euros de dégâts sans compter la pose et la mise en service,* calcule Pascal Riffart, vice-président d'Amiens Métropole chargé des transports, bien décidé à ne pas laisser passer cet acte de malveillance. *Ils seront bientôt remplacés. Le maire Brigitte Fouré va déposer une plainte afin que l'on identifie les responsables.* »

On se souvient que le passage, le 12 février, du quartier Saint-Maurice en zone de stationnement résidentiel avait fait l'objet de vives contestations de la part d'étudiants. **Tous les horodateurs installés avaient d'ailleurs été enveloppés d'un rouleau adhésif avec le message « Hors service »** sans que l'on sache qui en était le ou les auteurs. Depuis vendredi, huit de ces horodateurs sont, pour le coup, vraiment hors service...

This entry was posted in [Bouffe du riche](#) and tagged [Amiens](#), [horodateurs](#), [Somme](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Des condamnations pour trois des personnes arrêtées à Bure [MAJ : les déclarations des compas]**

**Elles n'ont été Ni acteur Ni actrices. Retour sur le procès du Lundi 19 Mars de 3 copaines.**

*[vmc.camp](#) / mercredi 21 mars 2018*

Ce Lundi 19 mars le théâtre de l'injustice était en représentation une nouvelle fois à Bar, voici les déclarations de deux copaines qui comparait ce jour, l'un-e pour « faits de rébellion et refus de se soumettre aux opérations de relevés signalétiques commis lors de l'expulsion du bois Lejuc », l'autre pour « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou dégradations de biens » (si ça vous paraît incompréhensible et ridicule c'est normal):

**Déclaration de L. (condamné à 4 mois de prison avec sursis):**



« Mes amies, ma famille que j'affectionne,

Je me sens détachée de toute identité, n'en déplaie au procureur et à son « dieu », je suis un être multiforme et une réalité complexe et donc irréductible à cet artifice.

Comme vous le savez la racine du mot a donné aussi idem, identique. Aucune identité ne peut me figer car je suis une réalité vivante et mouvante. INDISCERNABLE.

Je me défends aux yeux d'une institution dont je rejette l'autorité. Sur 1 acte, j'affine mes perceptions en me référant à mes propres critères, à mon vécu, à mon sens critique.

On se retrouve réunies ici (et je pense ne pas me tromper en disant ça) parce qu'on est à la recherche permanente de source de joie et de beauté.

Parce qu'on nourrit un lien intelligent, sensible et subtil au monde.

Et quand ce rapport est brutal, insensé, c'est un amas d'immonde, qu'on s'acharne à étaler.

Nos corps tiennent en cage uniquement par coercition.

Comme a dit Ibn Arabî, bien avant les premières chasses massives aux errants et aux sorcières,

« Sois toujours en vol, ne te choisis pas de nid déterminé, car c'est au nid que l'on capture l'oiseau »

Quoiqu'il arrive, on continuera à partager du pain avec les compagnon-nes à plumes. »



### **Déclaration de Cristal Antem (condamné à 3 mois de prison ferme):**

« Je suis CRISTAL ANTEM, CRYZ pour les intimes. Je n'ai pas d'autres identité à donner.

Je ne représente personne si ce n'est moi-même. Rien ni personne ne me représente.

On va me demander si je souhaite être jugé aujourd'hui. OK, faites. Mais je ne participerais pas au procès.

Je rejette les codes/normes/règles/rôles du spectacle. Je ne serais ni acteur/collaborateur – ni martyr/victime – ni coupable/innocent.

J'espère que mes amis comprendront que je fais ce choix pour restez moi – même. Qu'iels ne m'en voudront pas pour cette absence imprévu et sûrement trop longue.

Je ne me soumettrai pas moi-même au contrôle de l'État.

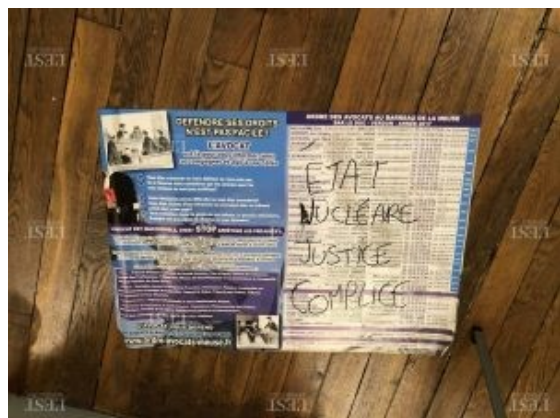
Je refuse de me défendre. »

**Cette déclaration fut suivi d'une chanson reprise par la salle malgré les injonctions du juge au silence et Cristal a été sorti de la salle à ce moment en continuant à chanter, la salle a continuer à fredonner la chanson après sa sorti!**

Voici [le lien](#).

Cristal ferait donc sa peine de prison sans avoir donné son identité!

Cristal a souhaité rendre son numéro d'écrou public si vous souhaitait lui envoyer des lettres ou lui rendre visite! (ça permettra pour elle que le temps soit moi long en prison et lui rechauffera le coeur)



## Cristal Antem

n° écrou: 14341

Centre pénitentiaire Nancy-Maxéville

300 rue de l'Abbé Haltebourg

54320 Maxéville

\*\*\*\*\*

## Une saine rage à la Justice

*L'Est Républicain pleurnicheur / 20 mars 2018*

Ce matin, la consternation pouvait se lire sur de nombreux visages de fonctionnaires croisés au tribunal de Bar-le-Duc. La veille au soir, à l'issue

**d'une audience très tendue en présence de quelque 80 militants anti-Bure venus en soutien de trois des leurs poursuivis par la justice, ces derniers ont accueilli les jugements sous les huées et les invectives à l'égard de l'institution judiciaire.**

En quittant la salle d'audience dont l'accès avait été interdit aux journalistes de L'Est Républicain menacés de représailles [cf. ci dessous; NdAtt.], des militants ont commis des dégradations au tribunal. **Inscriptions véhémentes et ciblées sur les murs, tableau jeté à terre, toilettes dégradées, chaises et bancs de la salle d'audience renversés avec fracas, poubelle vidée de son contenu sur le sol, alarmes incendie déclenchées et un buste de Marianne, symbole de la République, jeté à terre et brisé.** Des événements qui vont faire l'objet d'un rapport auprès du procureur général de Nancy.

**Les débats de l'audience, eux, « se sont mal passés », selon le représentant du ministère public, avec « des interruptions régulières assorties de provocations »,** notamment au moment des peines de prison ferme prononcées à l'encontre de deux prévenus, et des insultes à l'annonce des jugements à l'égard du procureur et des magistrats.

Poursuivi pour des violences (coup de pied et crachat) sur un gendarme commises le matin de l'expulsion du bois Lejuc le 22 février à Mandres-en-Barrois, un militant d'une vingtaine d'années, en détention provisoire



depuis le 23 février, a été condamné à 8 mois de prison dont 5 mois assortis d'un sursis et mise à l'épreuve pendant 18 mois, ainsi qu'à une interdiction de séjour dans la Meuse et d'un maintien en détention.

Une femme d'une vingtaine d'années également, non identifiée à ce jour et placée sous mandat de dépôt depuis le 23 février, a été condamnée à 3 mois de prison ferme, assortis d'un maintien en détention. Elle était poursuivie pour « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou dégradations de biens ». Le procureur avait requis 10 mois de prison ferme dont 5 mois avec sursis et interdiction de séjour dans la Meuse. Une dernière peine qui n'a pas été retenue par les magistrats.

Enfin, une troisième militante anti-Bure, âgée d'une trentaine d'années, a été condamné à 4 mois de prison avec sursis pour des faits de rébellion et refus de se soumettre aux opérations de relevés signalétiques commis lors de l'expulsion du bois Lejuc, le 22 février dernier.

### **depuis un autre article du même torchon :**

Olivier Glady est le Proc' qui a demandé la taule pour les compas. Sa tête ci-dessous.

Les partisans de deux militants anti-Bure qui comparaissaient hier devant le TGI de Bar-le-Duc ont interdit aux journalistes d'assister à l'audience.

« Dégagez ! Les deux jeunes ne veulent pas de médiatisation de leur affaire. Si vous restez, on vous retrouvera à la sortie. Ça ne vous a pas encore suffi votre voiture siglée détruite à Bure... » Des propos menaçants, ponctués d'insultes diverses. C'est ainsi qu'hier, des journalistes de L'Est Républicain qui venaient couvrir une audience correctionnelle ont été repoussés. [...]

Le journaliste de L'Est Républicain qui devait couvrir l'audience était rapidement identifié et encerclé. Insulté, menacé et quasiment fouillé pour trouver son appareil photo, on lui ordonnait de quitter les lieux sous peine de représailles. Devant la menace, il s'exécutait ; suivi de près durant une centaine de mètres par un militant. Deux policiers positionnés à l'entrée du tribunal observaient... sans intervenir. Quelques minutes plus tard, le directeur départemental de la Sécurité Publique intervenait et organisait l'accès sécurisé à la salle d'audience de deux autres journalistes décidés à rendre compte du procès. Dans la cour intérieure, une dizaine de policiers en tenue patrouillaient et, autant dans le hall. En revanche, pas l'ombre d'un uniforme aux abords et dans la salle d'audience, pleine comme un œuf. C'est alors que les deux journalistes étaient violemment pris à partie et sommés de dégager par quatre individus postés près de la porte d'entrée.

Ce n'est pas la première fois que des activistes de Bure s'opposent par la force à la presse.

Cette fois, un cap a été franchi. En interdisant l'accès à la salle où devait se tenir une audience publique, les zadistes ont imposé leur loi. C'est la liberté d'informer qui a été bafouée. [*pauvres petits... NdAtt.*]

\*\*\*\*\*

*Le Monde / mardi 20 mars 2018*

Trois personnes ont comparu lundi devant le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc. **Deux d'entre elles ont été condamnées à trois mois de prison ferme et incarcérées.**

Violences lors de l'évacuation du bois Lejuc [*le 22 février; NdAtt.*], dégradations ultérieures : le tribunal

correctionnel de Bar-le-Duc a condamné à trois mois de prison ferme et incarcéré, lundi 19 mars, deux opposants au projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure (Meuse).

La condamnation d'un homme âgé de 24 ans à **huit mois de prison dont cinq avec sursis** avec une interdiction de territoire en Meuse et en Haute-Marne, a été accueillie par les vives protestations de la centaine de personnes qui ont assisté au procès. Il était poursuivi pour des faits qui se sont produits le 22 février, jour de l'évacuation du bois Lejuc – épice de la contestation au projet de Bure – par 500 militaires. Il était accusé d'avoir jeté un bidon d'essence enflammé en direction des gendarmes, ce qu'il conteste, et d'avoir incendié le bivouac où il se trouvait.

Le prévenu a reconnu avoir donné un coup de pied à un militaire, puis craché sur un second « *par dégoût et mépris* » lors de son interpellation. « *Je venais de perdre une partie de ma vie dans les flammes de cette cabane et dans les ruines de tous les lieux habités, rasés ce matin-là* », a-t-il expliqué.

Une femme, qui a refusé de se lever, de décliner son identité et de s'exprimer, a elle été condamnée à **trois mois de prison ferme et incarcérée**, conformément aux réquisitions du procureur. Elle faisait partie d'un groupe qui avait jeté des pierres, près du bois Lejuc, sur le véhicule d'un pépiniériste et de deux employés, ces trois personnes étant mandatées par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) qui porte le projet de stockage. Six autres personnes seront jugées pour ces faits ultérieurement.

Une autre femme, âgée de 30 ans, a été condamnée à **quatre mois de prison avec sursis** pour rébellion lors d'une perquisition à la « maison de résistance », à Bure. Non assistée d'un avocat, elle a refusé de s'exprimer sur les faits.

Les trois opposants étaient également poursuivis pour avoir refusé de se soumettre au prélèvement ADN. Trois autres personnes, interpellées lors de la perquisition de la « maison de résistance », seront jugées le 12 juin pour outrages et – ou – rébellion sur agent dépositaire de l'autorité publique.

## Milice sur la Z.A.D

Suite aux différentes agressions et "coup de pression"

La violence physique a été utilisée plusieurs fois par des milices sur la Z.A.D

Sur toute la Z.A.D ?

Ciblée sur une partie des occupants groupée à l'Est et au centre-Est, celle-ci (cette violence physique) est-elle le produit de fascistes ?

De notre point de vue, oui. L'autoritarisme moraliste des différents groupes impliqués conduit à la formation d'une police/justice parallèle inacceptable et qui doit crever.

Est-ce que la réunion "tendue" à la wardine d'hier soir (ma 20 mars 2018) a pris la juste mesure des choses ?  
non

Nous n'acceptons pas et n'accepterons plus aucune agression ou expédition punitive à caractère classiste.

"Classiste" ? kesako ?

Comme les comportements sexistes ou racistes, les comportements classistes rendent les espaces "non-safe" (pour reprendre certains vocabulaires que des autoritaires peuvent comprendre).

Les insultes "shlags", "prolo", "lumpen", "sdf", "cassos", "peons", "toxs", "sdf", "pauvres" sont innacceptables et seront combattues.

Marre d'être la composante invisibilisée et méprisée d'un "mouvement" qui ne s'interroge pas sur ses fondements bourgeois.

Quelle zone sera décrétée en non-mixité de classe sociale lorsque tou-te-s les bourgeois de la zone se pensent pauvres et le surjouent ?

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Venez passer le printemps à la zad ! Appel à sur-occupation**

D281, ZAD DE NDDL - DEPUIS JANVIER 2018 ET TANT QU'IL LE FAUDRA (et surtout fin mars-début avril) !

APPEL À SUR-OCCUPATION // CAMP AUTOGÉRÉ ANARCO-PIRATE DU LAMA FACHÉ  
(ou LA MASACRÉE ou LAMA FICHU ou...)

(...) Au camp du Lama Faché (ou la Masacrée), on lâche rien et on sur-occupe.

Un chapiteau abrite la cantine (vegan/freegan), le nouveau bâtiment sur plancher continue à se construire, avec maintenant, 3 murs, un toit et une grande baie vitrée, des arbres ont été plantés...

On se retrouve tous les jours pour construire, échanger, surveiller les flics qui nous surveillent (chouette ambiance de désescalade...). On s'auto-organise.

Parce qu'on veut pas s'organiser ou organiser les autres, mais créer le terreau pour laisser naître un fonctionnement fait par et pour toutes, sans prise de pouvoir cachée, sans oppression structurelle (de sexe, de race, de classe, ...).

Ceci est un appel à venir vivre cette expérience de camp autogéré avec nous. Dès aujourd'hui on est là tous les jours ! Et on prépare un temps fort d'activités/ateliers/festivités sur fin mars-début avril.

### CE QUI S'IMAGINE OU SE PRÉPARE DÉJÀ

Construction d'un sleeping à LaMa / Land art utile sur les sentiers / Chantier jardin +

cabane au Sabot / Peinture (sur route et sur banderole) / Fabrication de mobilier / Ateliers antirep / Création d'ateliers (pour informer ceux qui veulent organiser des trucs sur les ressources disponibles)

Et aussi, suivant les envies, les énergies et le temps :

Échange de pratiques / construction / jardin & forestation fruitière / musique / sérigraphie / pizza-pizza ! / cantine végétalienne / medieval free fight / vie quotidienne / (dé)formation clown / atelier bois / infokiosque & partage de lecture /...

Le 24-25 mars, il y a une formation « défendre (à nouveau) la zad »

Début avril, il y a un appel à chantiers sur plusieurs lieux de la zone (<http://zad.nadir.org/spip.php?article5228>)

Et nous, on est déjà là ! Du coup,

### VIENS PASSER LE PRINTEMPS À LA ZAD

**RAMÈNE TA TENTE, TON MATOS, ET TA BONNE HUMEUR !**

**AÉROPORT OU PAS, ON RENTRERA PAS DANS LEURS CASES !**

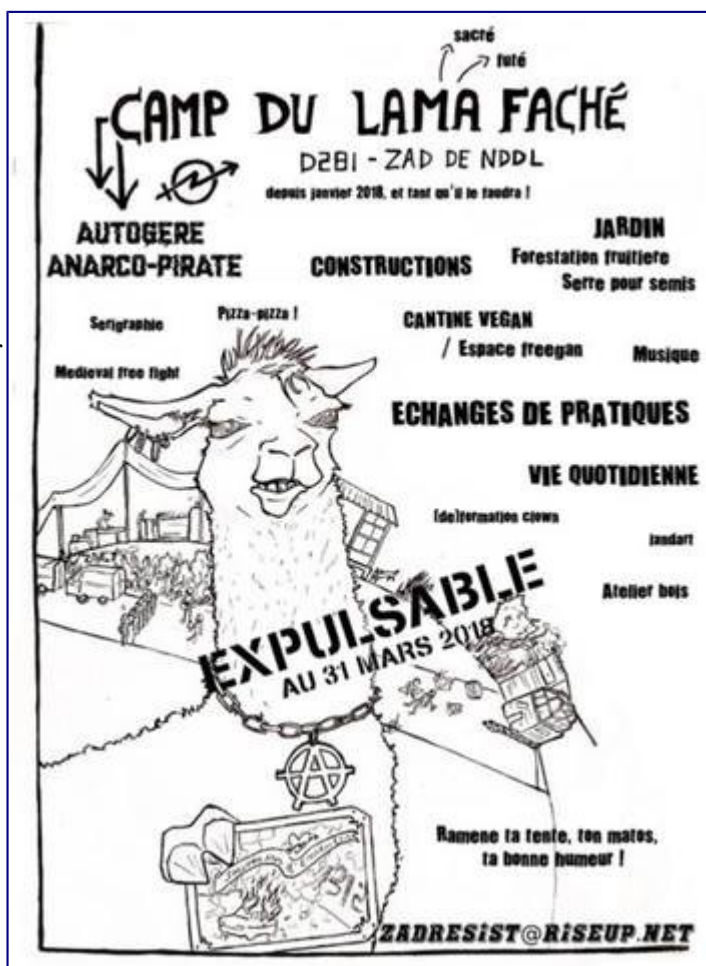
Il y a une liste de matos à ramener pour le chantier Lama (et d'autres chantiers) ici :

<http://zad.nadir.org/spip.php?article515>. La nourriture (végétalienne) pour la cantine est aussi bienvenue – conserves ou trucs secs (légumes secs, pâtes, riz, café, thé, sucre, etc.) plutôt que des produits périssables/de récup' qui risquent de se perdre.

Pour les infos pratiques pour venir : <http://zad.nadir.org/spip.php?article7&lang=fr> /

Email : [zadresist\(at\)riseup.net](mailto:zadresist@riseup.net) // Telegram : @zadresistance

**[Let's block ads! \(Why?\)](#)**



## Bure : Retour sur le procès du 19 mars

### **Déclaration de L. (condamné à 4 mois de prison avec sursis)**

Mes amies, ma famille que j'affectionne,

Je me sens détachée de toute identité, n'en déplaise au procureur et à son « dieu », je suis un être multiforme et une réalité complexe et donc irréductible à cet artifice.

Comme vous le savez la racine du mot a donné aussi idem, identique. Aucune identité ne peut me figer car je suis une réalité vivante et mouvante. INDISCERNABLE.

Je ne me défends pas aux yeux d'une institution dont je rejette l'autorité. Sur 1 acte, j'affine mes perceptions en me référant à mes propres critères, à mon vécu, à mon sens critique.

On se retrouve réunies ici (et je pense ne pas me tromper en disant ça) parce qu'on est à la recherche permanente de source de joie et de beauté.

Parce qu'on nourrit un lien intelligent, sensible et subtil au monde.

Et quand ce rapport est brutal, insensé, c'est un amas d'immonde, qu'on s'acharne à étaler.

Nos corps tiennent en cage uniquement par coercition.

Comme a dit Ibn Arabî, bien avant les premières chasses massives aux errants et aux sorcières,

« Sois toujours en vol, ne te choisis pas de nid déterminé, car c'est au nid que l'on capture l'oiseau »

Quoiqu'il arrive, on continuera à partager du pain avec les compagnon-nes à plumes.

---

### **Déclaration de Cristal Antem (condamné à 3 mois de prison ferme)**

Je suis CRISTAL ANTEM, CRYZ pour les intimes. Je n'ai pas d'autres identité à donner.

Je ne représente personne si ce n'est moi-même. Rien ni personne ne me représente.

On va me demander si je souhaite être jugé aujourd'hui. OK, faites. Mais je ne participerais pas au procès.

Je rejette les codes/normes/règles/rôles du spectacle. Je ne serais ni acteur/collaborateur – ni martyr/victime – ni coupable/innocent.

J'espère que mes amis comprendront que je fais ce choix pour restez moi – même. Qu'iels ne m'en voudront pas pour cette absence imprévu et sûrement trop longue.

Je ne me soumettrai pas moi-même au contrôle de l'Etat.

Je refuse de me défendre.

---

Cette déclaration fut suivi du refrain d'[une chanson](#) reprise par la salle malgré les injonctions du juge au silence et Cristal a été sorti de la salle à ce moment en continuant à chanter, la salle a continuer à fredonner la chanson après sa sortie ! « Ça ne vaut pas la peine... » (le refrain chanté dans la salle dure de 1:04 à 1:44)

Cette déclaration fut suivi d' reprise par la salle malgré les injonctions du juge au silence et Cristal a été sorti de la salle à ce moment en continuant à chanter, la salle a continuer à fredonner la chanson après sa sorti !

Cristal ferait donc sa peine de prison sans avoir donné son identité !

Cristal a souhaité rendre son numéro d'écrou publique si vous souhaitait lui envoyer des lettres ou lui rendre visite ! (ça permettra pour ielle que le temps soit moi long en prison et lui réchauffera le cœur)

Cristal Antem

n°ecrou : 14341

Centre pénitentiaire Nancy-Maxéville



300 rue de l'Abbé Haltebourg  
54320 Maxéville

[Repris de [vmc.camp.](#)]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Violence politique à la Zad de NDDL**

Ce matin 20 mars à l'aube, la Gaité, un des lieux de l'Est de la zad, a été attaqué. Ses occupants ont été gazés, frappés, et l'un d'eux a été emmené, les mains liés, mis de force dans le coffre d'une voiture qui est partie aussitôt.

Nous sommes restés sans nouvelles de lui toute la journée. Un certain nombre d'occupant.es réunies à La Masacrée ont passées la journée à le rechercher (coups de fil aux avocats, aux commissariats, aux hôpitaux, patrouilles en voiture sur les routes avoisinantes), pour finalement retrouver sa trace aux urgences du CHU, un bras et une jambe cassées.

Nous ne savons pas pour le moment qui a commis cette agression rappelant fortement une milice fasciste. Mais compte tenu des cas précédents de personnes frappées et emmenées de force hors de la zad, ainsi que des menaces et attaques personnelles proférées par des occupant.es à l'encontre de la personne qui a été enlevée, nous ne pouvons pas NE PAS penser que cette agression peut venir de l'intérieur de la zad.

Nous appelons tou.tes les occupant.es et les personnes solidaires à

- 1) exprimer leur désaccord face à cette agression dégueulasse
- 2) être plus vigilant.es que jamais, veiller les unes sur les autres, à rester en lien avec les lieux et les personnes isolées.

Nous nous tenons prêts à réagir par tous les moyens nécessaires.

Enfin, nous réaffirmons notre opposition à toutes les formes de police, avec ou sans uniforme, officielle ou officieuse.

Ni oubli, ni pardon

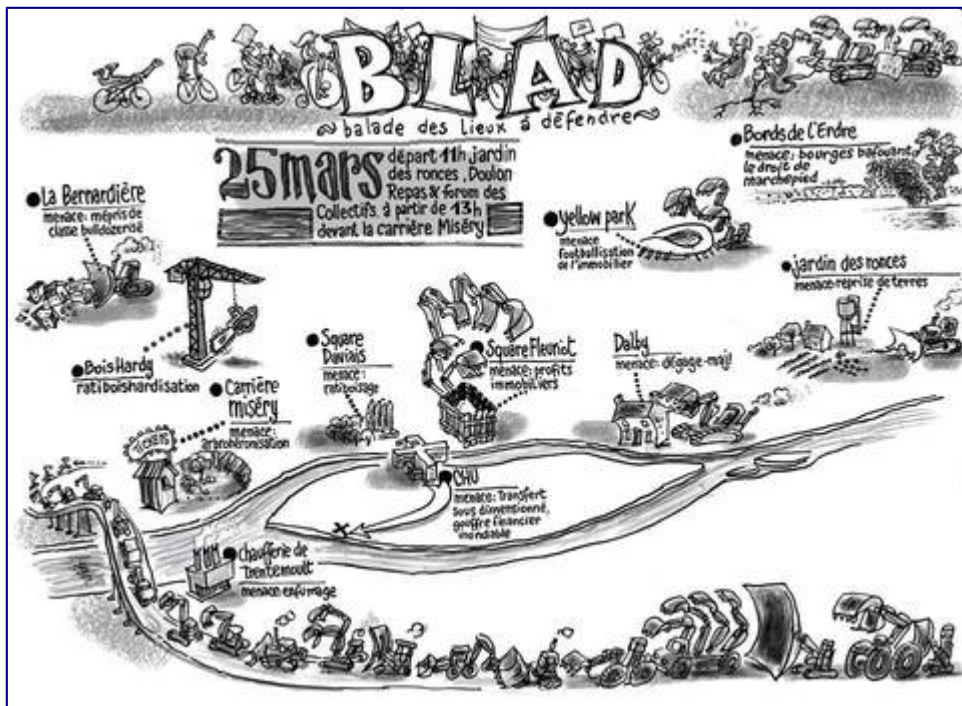
Des occupant.es réunies à La Masacrée le 20 mars à la tombée de la nuit.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **[Nantes - 25 mars] BLAD - Balade des Lieux A Défendre**



publié le mercredi 21 mars 2018 à 18:57 | **Collectifs contre la métropolisation** |



Salut à tou.te.s !

Le **dimanche 25 mars** se tiendra la **BLAD (balade des lieux à défendre)**, première rando-vélo co-organisé par de nombreux collectifs luttant contre la métropolisation à outrance de Nantes.

Itinéraire avec horaires (fixe pour le départ, approximatifs pour les différentes étapes) :

- 10h30 : Rendez-vous au Jardin des Ronces (<https://lesronces.noblogs.org/>), rue de la papotière (en face du cimetière) pour présentation du lieu et boissons chaudes.
- Départ à 11h : direction du stade de la Beaujoire, pour présentation du projet de Yellowpark
- 12h : halte à Dalby et le Parc de la Moutonnerie pour rencontrer "du Rififi dans la bergerie" (<https://quartierdalby.noblogs.org/>)
- 13h : petite pause au square Daviais pour évoquer les projets sur ce lieu et le nouveau CHU
- 13h30 : arrêt au nouveau lieu d'habitation des exilés.es, 9 rue Maurice Sibille (<https://nantes.aveclexiles.info/>)
- 14h : arrivée à la Carrière Misery pour présentation du projet du Bas-Chantenay
- > La zbeulinette mobile nous attendra pour le ravitaillement en bord de Loire. Prises de paroles et temps d'échange, de partage après le repas.

**Soyons nombreux.euses, à vélo, aux point-étapes et/ou au banquet final !**

Cette journée est sous le signe de la résistance et reste avant tout un événement festif sous le signe de la joie, alors apportez vos sifflets, appeaux ou autres...Faisons du bruit, hissons des couleurs sur nous, sur les vélos, montrons leur que les citoyens nantais vivent, créent, rêvent, inventent et que ces lieux si atypiques et donc si pleins de possibles sont des biens communs à tous et pas des espaces vides à rentabiliser par quelques-un.e.s...

A bientôt pour la BLAD des gens heureux !!

**Le tract :**

A Nantes, pas une semaine ne se passe sans que l'on apprenne qu'un nouveau projet d'aménagement urbain est à l'étude ou qu'un appel à projet est lancé. Il faut que ça rapporte nous dit-on, et pour ça, il faut rationaliser, aménager, optimiser. Aujourd'hui Nantes, vit au rythme de ses « gros chantiers », des bétonneuses et des marteaux piqueurs à toute heure. Nantes, la ville « où il fait bon vivre » est plutôt la ville où il fait bon investir. Où le prix de l'immobilier ne cesse de grimper, où les promoteurs se la jouent façon « Main basse sur la ville ».

Aujourd'hui aussi, à Nantes les masques de la concertation commencent à tomber et même la presse locale parle de « jeu de dupes ». La fameuse « démocratie à la nantaise » (ateliers citoyens, grand débat etc...) apparaît pour ce qu'elle est vraiment : une énorme et coûteuse machine à obtenir le consentement des habitant.es à une politique unique et obsessionnelle : la métropolisation

La métropolisation est le nom qu'ils donnent à la mise en concurrence des villes entre elles, des territoires entre eux et des habitant.es les un.es contre les autres. Elle se nourrit des discours du marketing territorial et des dépenses engagées pour doper la sacro sanctifiée *attractivité*. Au nom de la métropolisation (qui n'est pas une « rationalisation » de l'espace, encore moins une évolution naturelle mais un choix politique), les aménageurs/décideurs voudraient nous imposer leur idéale de la ville néolibérale : mortifère et sécurisée

Une ville toute entière sous leur contrôle, une ville aseptisée, « nettoyée » et vidéo –surveillée.

Une ville payante, hiérarchisée et catégorisée

Une ville muséifiée, à coup de « gestes » architecturaux phares (l'arbre aux hérons)

Une ville toute entière vouée au tourisme et au développement des secteurs les plus rentables économiquement (numérique, immobilier)

Une ville pensée et dessinée à l'encontre des classes populaires, de ses habitant.es les plus précaires, des migrant.es et au détriment des manières différentes de vivre et de consommer qui s'expérimentent ici à Nantes, comme sur la ZAD, et comme ailleurs.

Aujourd'hui pourtant, les résistances se font plus vives. Des collectifs se créent aux quatre coins de la ville, des personnes s'organisent pour s'opposer à la destruction de leurs maisons, refuser l'aménagement de leur quartier, s'opposer à l'implantation d'un gros projet, lutter contre la restructuration de leur lieu de travail ou le saccage d'un jardin partagé etc...

Après la victoire contre l'aéroport de nddl nous avons plus que jamais la conviction qu'il est possible de résister victorieusement face aux aménageurs.

Le 25 MARS, en reliant à vélo le Jardin des Ronces à la Carrière Miséry, en passant par Dalby, le square Fleuriot, la Petite Hollande ou le CHU, nous leurs signifions que nous ne nous laisserons pas déposséder de nos lieux de vie.

Le 25 MARS nous tracerons la ligne rouge des lieux et des formes de vie que nous voulons défendre.

**Contre la privatisation des espaces que nous avons en commun.**

**Contre toutes les attractions colonisatrices de l'espace, du temps et de notre imaginaire.**

**Contre l'artificialisation et la chosification de chaque parcelle de nos lieux de vie.**

**Parce que nous refusons d'habiter une ville dont le cœur est un projet immobilier.**

**Parce que nous n'accepterons pas de vivre sous l'emprise des industries culturelles et du » tourisme obligatoire ».**

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Toujours armé-e-s contre le béton**

**Toujours armé-e-s contre le béton !**

L'abandon du projet inutile de l'aéroport est synonyme d'une large victoire contre le béton. Une magnifique zone naturelle est sauvée mais la bataille contre le béton et son monde n'est pas finie.

Dès l'abandon du projet de l'aéroport, l'État veut relancer un autre projet inutile : le re-bétonnage de la route des chicanes. Et il pense profiter d'une prétendue division sortie tout droit de son imaginaire pour faire de ce nouveau projet le nerf de la guerre contre la ZAD.

Sauf que ce projet, c'est quand même le massacre de la nature. Dès le début des travaux, des machines ont coupé les branches d'arbres, détruisant au passage des habitations. Quelle est l'utilité réelle de ce projet ? Rendre une voie plus rapide où les voitures passeront très vite, à quelques mètres des habitations et des passages d'êtres vivants de toutes espèces. Une fois de plus, l'État nous sert des choses inutiles accompagnées de son plat infect préféré : la restauration de l'État de droit. Et malheureusement, certaines et certains y croient car l'État leur a promis des petites conventions d'occupation précaire.

Le problème est que tout le monde n'est pas d'accord.

Dernièrement, du béton frais a été arraché de la route en travaux. La riposte étatique fut démesurée : des escadrons de gendarmes débarquent et son plus nombreux qu'à l'accoutumée. Une grosse machine vient pour finir le travail qui aurait été mal fait. Et la route des chicanes devient la chicane du mouvement et certaines et certains se croient obligés de répondre maladroitement aux attaques médiatiques, témoignant ainsi d'une agonie de l'esprit du mouvement chez certaines de ses composantes.

Les héros d'hier sont-ils devenus les ennemis d'aujourd'hui ?

Reprenons quelque temps nos esprits !

Jusqu'à l'annonce gouvernementale de l'abandon du projet de l'aéroport, une grande partie des gens étaient d'accord contre l'État et son droit et s'en foutait d'être considérés comme illégaux sur ces terres que l'on soit d'ici ou d'ailleurs.

On s'insurgeait contre les expulsions, soutenait les Zadistes et les Zadistes se soutenaient entre eux. On ne se plaignait pas des résistances physiques à ce vaste projet inutile et une nouvelle vie en commun se créait, paysan-ne-s et Zadistes ensemble. A l'époque l'occupation, c'était bien et notre force !

Pourquoi devons-nous faire confiance à ceux qui voulaient nous détruire ?

Accepterez-vous qu'ils détruisent des gens à côté de vous pour la défense de vos petits privilèges ?

L'auteur de ces lignes pense que le mouvement a gagné parce que ses actrices et ses acteurs ont pu allier leurs stratégies même si elles et eux n'étaient pas toutes et tous d'accord. Aussi, parce qu'elles et ils n'acceptaient

pas de compromis avec l'État.

Ce n'est pas la dés-occupation des terres, la fin de notre bon droit et la participation à la politique honteuse du compromis qui sauveront qui que ce soit. Notre-Dames des Landes est, comme le prouve l'épisode des travaux de la RD281, toujours une zone à défendre et à occuper. Que l'on soit occupante/occupant d'avant-hier, d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, nous serons toujours légitimes à vivre sur ces terres car ce que nous y faisons est plus beau que l'État et son droit.

**Vive les occupations !**

**Vive nos solidarités !**

**Vive nos vies sans béton, sans vitesse où pour les êtres vivant-e-s il y fait bon vivre !**

Des habitantes et habitants de la ZAD

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Périgueux : Lundi, la cage pour tout petits est resté fermée**

*Sud-Ouest / lundi 19 mars 2018*

De la peinture a été projetée sur les murs. On déplore des vitres brisées, des portes fracturées, des tableaux numériques détériorés. Du matériel informatique a été trouvé abandonné près de l'établissement. Il était cassé... Tous les extincteurs ont été vidés dans les salles. **L'école maternelle Clos-Chassaing, à Périgueux (Dordogne) a été retrouvée ce lundi matin dans un état déplorable.** Ce sont des agents territoriaux qui, à 7 h 30, ont découvert les traces de l'intrusion et les actes de vandalisme.



« C'est de la malveillance à l'état pur », déplore l'adjointe au maire en charge de l'éducation, Natacha Mayaud. Face à l'importance des dégradations, les parents ont été invités à garder leurs enfants ce lundi. Ce matin, cinq élèves étaient pris en charge par des agents dans la salle de motricité, préservée. L'établissement scolarise 115 élèves environ.

C'est la salle située au premier étage, utilisée par les élèves de grande section, qui a été le plus impactée. Il semblerait que plusieurs jours soient nécessaires pour la remettre en état, sachant que le nettoyage de l'école a déjà démarré. Une réunion va avoir lieu ce lundi après-midi pour voir s'il est possible ou non de faire revenir les écoliers mardi. « Tout va être mis en oeuvre pour pouvoir les réaccueillir dès demain [mardi] », dit la directrice. Ce qui a été confirmé par la Ville de Périgueux ce lundi après-midi : les petits écoliers retrouveront leurs locaux ce mardi matin.

Les investigations ont démarré. Des policiers se trouvaient sur les lieux ce lundi matin, notamment de membre de l'identité judiciaire.

This entry was posted in [Brûle ton école](#) and tagged [Dordogne](#), [Périgueux](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Bressols (Tarn-et-Garonne) : Sans câbles, pas d'internet ni de téléphone**

*France3 / mardi 20 mars 2018*

Le vol s'est produit dans la nuit de dimanche à lundi à Bressols (82). 300m de câbles, représentant 2,5 tonnes de cuivre ont disparu et avec eux, la connexion internet et le réseau téléphonique de tout un secteur. **Depuis 2 jours une cinquantaine d'entreprises et les 3700 habitants de la commune sont privées de moyens de communication.** Les entreprises locales sont obligées de travailler avec leur téléphone portable.

**C'est la troisième fois en 3 mois que cette commune du sud du Tarn-et-Garonne subit ce type de pillage avec à chaque fois le même mode opératoire : les malfaiteurs ouvrent un regard au sol, sectionnent les câbles et tirent la totalité du réseau câblé.** Selon les premiers éléments de l'enquête, les voleurs sont lourdement équipés : treuils, camion sont nécessaires pour opérer rapidement.

Cette fois le butin s'élève à 14 000 €. Le cuivre serait écoulé en Espagne.

Son maire Jean-Louis Ibres est en colère. Il réunit ce mardi à 11 heures les entreprises et l'opérateur Orange pour tenter de trouver une solution et sensibiliser le préfet aux conséquences pour l'économie locale.

L'équipement du réseau en fibre optique pourrait dissuader ces voleurs de cuivre.

Les connexions à l'internet et au téléphone ne devraient pas être rétablies avant mercredi ou jeudi prochain.

This entry was posted in [Bloquer les flux](#) and tagged [Bressols](#), [Tarn-et-Garonne](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Valence : Banderole de solidarité avec les anarchistes et antifascistes Russe emprisonné-e-s**

*Le Laboratoire Anarchiste / lundi 19 mars 2018*

**Le 18 Mars on a développé une banderole de solidarité avec les anarchistes russe** sur un bâtiment public de valence, le jour de la présidentielle en Russie. Avec une bannière solidarité avec les anarchistes et antifas russe, et nous voulons envoyer nos rages chaleureuse aux militants affectés et emprisonnés, à leurs amis et à leurs familles.

Ces derniers mois, les services secrets russes ont arrêté plusieurs anarchistes et antifascistes dans les villes de Penza et de Saint-Pétersbourg. Ils ont été accusés de conspiration et de participation à une « organisation terroriste ». Les détenus ont été torturés avec des câbles électriques et brutalement battus pendant de nombreuses heures sans crainte de les blesser gravement ou de laisser des traces visibles de coups. Les officiers ont humilié nos camarades arrêtés. Ils ont essayé de les forcer à témoigner contre eux-mêmes et les uns contre

les autres. Ces actions, dignes de la Gestapo, menés par les services secrets russes (FSB) ne peuvent que provoquer des protestations vigoureuses de toute personne solidaire.

La semaine de l'action de solidarité internationale des 7 et 12 février a montré une large réaction du mouvement anarchiste mondial à ces répressions et a produit des effets médiatiques considérables en Russie. Mais cela ne semble pas suffisant pour surmonter la situation. Bientôt, il est devenu connu que certains des anarchistes arrêtés ont été torturés et intimidés à nouveau. Les officiers du FSB ont demandé à cesser de participer à la campagne de résistance contre la torture et la répression. De plus, après des actions de solidarité en Russie, la police a lancé une répression contre ceux qui ont pris ces mesures. Nos camarades ont été jugés à Moscou et à Tchéliabinsk. Les anarchistes de Tchéliabinsk ont de nouveau été torturés à l'électricité par la police, alors qu'ils étaient accusés de « hooliganisme » (!). Simultanément aux arrestations de Saint-Pétersbourg, des raids du FSB et des arrestations contre les anarchistes ont été perpétrés en Crimée.

Nous devons continuer et renforcer la campagne de solidarité pour forcer les autorités russes à mettre fin à la torture politique et à la répression. Le meilleur jour pour de nouvelles actions est le 18 mars: le jour des élections présidentielles en Russie. En ce jour, le régime dominant est plus vulnérable et les yeux du monde seront tournés vers la situation dans notre pays.

Nous appelons instamment et désespérément tous les groupes anarchistes, gauchistes et antifascistes du monde entier à organiser des actions de protestation et de résistance contre la torture et la répression en Russie: auprès des ambassades, consulats et autres bureaux officielles de la Fédération de Russie dans vos pays.

Nos slogans sont

**Le FSB est le vrai terroriste!**

**Votre électricité ne va pas tuer nos idées!**

**Liberté pour les anarchistes russes et les antifascistes!**

## **Toulouse : La caméra tombe**

*extrait de La Dépêche / mardi 20 mars 2018*

Deux individus qui n'apprécient visiblement pas d'être filmés par les caméras de vidéoprotection de la ville de Toulouse s'en sont pris à celle située sur le parking du cheminement Auriacombe, secteur Reynerie, dans la nuit de dimanche à lundi. **Ils ont tout simplement sectionné le poteau qui la soutient. Quatre véhicules ont été dégradés dans la chute du poteau.** [...]

This entry was posted in [Anti-caméras](#) and tagged [caméra](#), [Haute-Garonne](#), [Toulouse](#). Bookmark the [permalink](#).

## **22 mars : Certains matins de printemps ont une fraîcheur de révolte**

### **Paris : Manifs sauvages et bordel**

*extrait du Parisien / jeudi 22 mars 2018*

Les cheminots et les fonctionnaires rassemblaient ce jeudi après-midi à Paris [tandis que la manif appelée à Nation à 11h s'est scindée après quelques centaines



*de mètres en deux manifs sauvages et rageuses qui ont rejoint Gare de l'Est; NdAtt.]* mais aussi dans près de 180 villes de France. De 320 000, selon le ministère de l'Intérieur, à 400 000, selon la CGT, manifestants étaient mobilisés.

Cette mobilisation a été suivie à la SNCF mais aussi dans les écoles ou le transport aérien. Etudiants et lycéens ont aussi initié une mobilisation ce 22 mars, jour du cinquantième anniversaire de la fronde étudiante qui a lancé les événements de mai 1968.

**16h37. 40 000 manifestants défileraient à Paris**, selon la CGT. Le syndicat estime à 400 000 le nombre total de manifestants en France.

**16h13. Les débordements continuent.** Selon un de nos reporters sur place, une agence bancaire a été « saccagée ». Les forces de l'ordre recourent toujours au canon à eau.

**16h01. Le cortège des cheminots s'arrête à distance de la Bastille.** Des éléments perturbateurs s'affrontent avec les forces de l'ordre en tête du rassemblement, sur le boulevard Beaumarchais. La police réplique au canon à eau et aux gaz lacrymogènes. Les manifestants doivent patienter le temps que ces échauffourées prennent fin.

**15h47. Tensions en marge de la manifestation.**

Une agence d'assurance du boulevard Beaumarchais est prise pour cible par des casseurs encagoulés, brisant la vitrine et pénétrant dans les locaux. La police intervient.

**15h30. De premiers débordements signalés.**

Selon une source policière, des jets de projectiles auraient eu lieu à destination des forces de l'ordre à hauteur du boulevard Beaumarchais, à Paris. Celles-ci auraient répliqué en usant de grenades lacrymogènes. Toujours selon la même source, un véhicule aurait été incendié dans le secteur environnant.

**15 heures. Nouvelles dégradations.** Après les incidents survenus en milieu de journée boulevard Voltaire, à Paris, de nouvelles dégradations sont commises en marge de la manifestation des cheminots.

**Trois individus ont été interpellés** en marge des manifestations, selon la préfecture. Celle-ci évoque notamment un « militant violent déjà connu des services ».





Filles du Calvaire. Pendant...

...et après

*20minutes / jeudi 22 mars 2018*



Des

échauffourées ont éclaté jeudi matin entre jeunes manifestants et policiers dans l'est de Paris, a constaté un journaliste de l'AFP.

Parmi plusieurs centaines de jeunes partis de la place de la Nation pour rejoindre la gare de l'Est d'où doit s'élancer la manifestation des cheminots, **des groupes souvent cagoulés se sont attaqués à deux agences bancaires et des panneaux publicitaires et ont jeté des projectiles sur les CRS.** Peu avant midi, les policiers ont chargé ces manifestants et ont fait usage de gaz lacrymogènes.

\*\*\*\*\*

## **Nantes : Projectiles et peinture – et une pensée pour les morts pour la France**

*20minutes / jeudi 22 mars 2018*

[...] Au moins 8.500 manifestants ont répondu présents selon les chiffres de la police, 10.000 selon les syndicats. Mais le défilé, encadré par un important dispositif de sécurité, s'est déroulé dans un climat



particulièrement tendu. **A 13h30, la situation était d'ailleurs toujours très confuse en centre-ville, où des affrontements ont lieu entre quelques centaines de manifestants et forces de l'ordre.** Les transports en commun sont toujours coupés.

En fait, les choses ont dérapé à peine la manifestation engagée. Alors que de premiers slogans ont retenti (« Macron, tu sais quoi, tu finiras pas ton mandat » ou le plus traditionnel « Nantes, debout, soulève toi »), **des projectiles et de la peinture ont été projetés sur la façade du commissariat**, cours Olivier-de-Clisson. Le cortège s'est ensuite remis en marche dans le calme, mais comme scindé en deux : plusieurs milliers d'étudiants, dont un groupe avait revêtu capuches et masques, ont ouvert la marche derrière leur propre banderole. Derrière, l'intersyndicale et les salariés ont défilé au son des camions.

**La situation s'est de nouveau tendue au niveau de la préfecture, où les manifestants ont été accueillis par des lances à eau.** « On continue d'avancer,

on n'a pas peur d'être mouillés », scandait la foule. **Les forces de l'ordre ont fait**

**usage à plusieurs reprises de gaz lacrymogènes, provoquant des**

**mouvements de panique. De nombreux pétards, fumigènes et projectiles ont fusé du côté des manifestants.** A 13h30, sept



d'entre eux avaient été interpellés, indique la police, qui fait état de dégradations et de tags sur du mobilier urbain.

*extrait de Presse Océan / jeudi 22 mars 2018*

De nombreux tags ont été réalisés en ville en marge de la manifestation pour la défense du service public à Nantes. L'une de ces dégradations, commise **sur le monument aux morts** du quai Ceineray, a choqué la maire de Nantes, Johanna Rolland, qui a décidé de porter plainte. [...]

\*\*\*\*\*

**Rennes : Des tentatives de manif sauvage stoppées par les bleus**

*extrait d'Ouest-France / jeudi 22 mars 2018*



[...] Le rassemblement a réuni 7 500 à 8 000 manifestants ce

jeudi matin selon les syndicats [...] **Certaines banques ont été taguées** avec des slogans. « Moins de policiers, plus de postiers », peut-on lire sur la vitrine du Crédit Agricole.

13h48 – Alors que la manifestation officielle s’est disloquée depuis plus d’une heure, **environ 200 personnes, principalement des étudiants, ont tenté de repartir en direction du centre-ville.** Ils ont été bloqués par les CRS à l’angle de la rue Joffre et du boulevard de la Liberté. Ils ont ensuite été repoussés vers l’esplanade Charles-de-Gaulle, devant les locaux du Crij Bretagne. Un cordon de CRS reste présent.

11h58 – La police bloque l’accès à la place des Lices. Une partie des manifestants qui se trouvaient en tête (entre 300 et 400) ont tenté de forcé le barrage. Ils ont été rattrapés et repoussés par des tirs de lacrymogènes vers la place de Bretagne. Ils ont fini par rejoindre le cortège.

\*\*\*\*\*

## **Lyon : Début de manif sauvage**

■ *extrait de [Rebellyon](#) / jeudi 22 mars 2018*

Les premières estimations, celles de la CGT, commencent à circuler. On annonce 15 000 personnes dans les rues de Lyon (qui sont loin d’être toutes et tous arrivés.e.s à la préfecture). La police s’est empressée de contrebalancer les chiffres de la CGT auprès de la presse, dont certains titres annoncent 9 200 personnes de source policière, ce qui nous paraît exagérément sous-estimée au vu de la mobilisation du jour.

## **12h41. Manifestation sauvage sur les quais du Rhône, premières charges et lacrymo.**

Une partie du cortège est parti en manif sauvage sur les quais. Les premières lacrymo commencent à fuser et les flics courent pour bloquer le cortège. Face à Face sur les quais.

\*\*\*\*\*

## **Blocages de facs et lycées**

*extrait du Monde / jeudi 22 mars 2018*

[...] Plusieurs lycées et universités sont bloqués ou fermés par les directions d’établissement en raison de la mobilisation étudiante et lycéenne contre la réforme de l’accès à l’enseignement supérieur et du baccalauréat. **A Paris, le rectorat dénombre 13 établissements scolaires perturbés**, situés notamment dans l’Est parisien. Les blocages ont démarré tôt dans la journée et plusieurs étaient encore en cours en milieu de matinée. [...]

Devant l'entrée du lycée Arago (12<sup>e</sup> arrondissement), une dizaine de lycéens ont entassé des barrières de chantier et des banderoles « *Arago contre la sélection* » et « *1968-2018 ça va vite* », a constaté un journaliste de l'AFP. [...] A quelques encablures de la place de la Nation, le lycée Hélène-Boucher était, lui, partiellement bloqué par des barrières et des poubelles. Réunis devant l'entrée, quelques dizaines de lycéens criaient : « *Non, non, non à la sélection.* » Une banderole appelle « *exilés, expulsés et étudiants* » à la « *contre-attaque* ». [...]

Côté universités, **Paris-I (Panthéon-Sorbonne) a fermé quatre de ses sites pour la journée**, en raison de l'appel à la grève des agents publics. Il s'agit d'une mesure « *de précaution* » car ce sont des sites qui accueillent le public, a indiqué Paris-I. La faculté des lettres de Sorbonne-Universités a de son côté été fermée ce matin, avant de rouvrir en début d'après-midi.

**A Lyon aussi, le campus Berges du Rhône a annulé ses cours ce matin.**

**La direction de l'université Paul-Valéry à Montpellier avait, quant à elle, décidé il y a deux jours de suspendre les cours jusqu'à lundi 26.** En début d'après-midi, une nouvelle assemblée générale était organisée dans un des amphithéâtres de la fac de droit pour réfléchir à la suite du mouvement.

**A Toulouse-II, les étudiants et personnels de l'université de sciences humaines Jean-Jaurès, réunis en assemblée générale, ont voté à une très large majorité la reconduction jusqu'à lundi du blocage de l'établissement entamé le 6 mars** [voir ci-dessous; NdAtt.].

**A Lille, l'entrée de Sciences-Po Lille était complètement bloquée**, avec des barrières et des poubelles, a constaté un journaliste de l'AFP. [l'amphi B1 du campus pont de bois est également occupé, lit-on sur [Indy Lille](#); NdAtt.]

A Lyon

\*\*\*\*\*

## **Toulouse : La fac' occupée est menacée d'intervention policière**

### ***Communiqué des occupant.e.s de l'ARRRche à la fac du Mirail***

[IAATA](#) / jeudi 22 mars 2018

Alors que le ministère de l'Enseignement Supérieur a déclaré l'université « ingouvernable » et décide de la passer sous tutelle du rectorat, nous, occupant.e.s faisons un point sur le mouvement et proposons des pistes pour les jours qui viennent.

A la fac du Mirail, la lutte a de l'allure. Le déclencheur, un projet de fusion des différentes écoles et universités toulousaines (UT2 Mirail, UT3 Paul Sabatier, INP, INSA) afin de former un grand collège universitaire. Un projet dans la pure tradition néolibérale. Un objectif, se spécialiser dans certains domaines de recherches et faire sa place dans l'infame classement de Shangai. L'opposition à ce projet est déjà ancienne mais depuis décembre et la grève des personnels ainsi que l'annonce de la loi ORE. Aux tractages, envahissement de CA et rassemblements s'ajoute désormais des AG massives (jusqu'à 2 500 personnes) et un blocage de la fac continue depuis le 6 mars.

Nous ne sommes pas naïves et savons bien que la fusion et le Plan Etudiant suivent une feuille de route identiques depuis longtemps inscrite dans le Processus de Bologne. Ainsi, lorsque Daniel Lacroix, président de l'UT2M, par sa voix prépondérante tranche en faveur de la candidature à l>IDEX (Initiative D'EXcellence),

préliminaire à la fusion, c'est grâce aux statuts de l'université instaurés par la loi LRU en 2007. De même, nous ne sommes pas surpris.e.s de voir les réformes de l'université, la sélection, sont défendues par un gouvernement qui propose également une avalanche de réformes néolibérales, une précarité généralisée, une destruction systématique des services publics et des acquis sociaux. Ces mesures annoncées comme nécessaires ne visent qu'à nous mettre au pas, en marche forcée.

Cravacher pour avoir un Bac. Lutter pour rentrer à la Fac. Galérer pour trouver un taf imbuvable. Suer pour garder son chômage. Poireauter des heures à l'hosto. Faire ses fonds de poches pour payer un ticket de métro. A mesure que la pression s'accroît, l'Etat affute la répression. Au quotidien c'est la chasse aux migrant.e.s, l'état d'urgence permanent, des dizaines de nouvelles prisons et des flics toujours plus féroces. Voilà ce qu'il faut désormais pour faire tenir une société qui ne tolère plus que l'excellence. Voilà, entre autres, pourquoi nous luttons et occupons l'université du Mirail.

Ce mardi 20 mars, le verdict est tombé : mise sous tutelle de l'université et imminence d'une expulsion policière de l'occupation de l'Arrche. Ce qu'ils veulent détruire, c'est cette colère qui s'organise, ces espaces arrachés à des exigences qui se cachent derrière l'excellence pour en masquer la rentabilité.

Nous refusons d'être rentables puisque nous exigeons autre chose. L'excellence est ici puisqu'il s'agit de sortir de la torpeur politique qui nous guette : ces hectares que nous fréquentons se réduisent à des trajectoires individualisées par un pécule de compétences. Et bien non ! Nos désirs débordent : plutôt que des murs blancs des mots qui chantent, plutôt qu'une arche un labyrinthe de barricades, plutôt que des tribunes des cercles de parole, plutôt que des plats micro-ondables des récup's, plutôt que la morne misère la joyeuse débrouille, plutôt que des carrières de la solidarité, plutôt que des profs des lectures collectives, plutôt qu'une chambre des dortoirs, plutôt qu'une opinion des prises de position.

Ce qui se dessine ici leur échappe, et quand bien même ils déploieraient leur arsenal répressif, nous résisterons, nous nous propagerons, car tout cela à plus de sens que leur injonctions parsemées de critères.

À Toulouse aussi la lutte collective s'organise dans des assemblées non sectorialisées, offensives dans leur essence et ouvertes à toutes et à tous, ou lors des manifestations lorsque deviennent visibles des cortèges de tête qui ont en commun non pas une étiquette mais la volonté d'abolir l'ordre établi. Ce qu'il se passe au Mirail est un combat qui dépasse éminemment le cadre de l'université, c'est un modèle de société qui est en jeu. Un modèle élitiste qui tend à marchandiser le savoir et chaque recoin de nos existences, qui se heurte à une vision du monde où les individus sont libres et affranchis de toute forme d'exclusion.

Un monde qui appartient à tou.te.s et pas seulement à une élite. Un monde où notre capacité à survivre n'est pas conditionnée par la nécessité de vendre son temps et sa force de travail à ceux qui possèdent le capital. Un monde libre. Il ne le sera pas sans révolte.

\*\*\*\*\*

## **Mai tout commence**

[IAATA](#) / jeudi 22 mars 2018

Que se passe-t-il à la fac du Mirail à Toulouse ?

De l'extérieur, tout laisse à croire à un banal mouvement étudiant bien que ces derniers étaient presque inexistantes depuis 8 ans. Blocus, banderoles, AG spectaculaire et interminable, syndiqué.e.s tribuns et antibloqueurs réacs.

Seulement le campus n'a pas attendu la loi ORE pour s'agiter. En cause deux situations propre au Mirail. Tout d'abord le projet de fusion d'universités et écoles toulousaines (UT2, UT3, INP, INSA) contesté dès 2016 par les syndiqué.e.s ainsi que des étudiant.e.s non-encarté.e.s. Ceux-ci et celles-ci éditent leurs propres tracts, organisent banquets et projections pour tenter de dépasser le cadre d'une lutte menée uniquement de manière défensive.

Vient ensuite, sur un campus entièrement reconstruit en Partenariat Public Privé Vinci-État, l'annonce d'un projet de brasserie dans les locaux de l'université. Un resto pour riches porté par des investisseurs privés. Une occupation en réponse. « Parce que l'Université érige son mépris à la hauteur du prix des plats dont seul l'odeur nous sera accessible » écrivaient les occupant.e.s fin avril 2017. Ces deux situations deviendront des tremplins pour ce qui se joue actuellement au Mirail. Cela permit de voir dès décembre 2017 des AG à plusieurs centaines de personnes contre la fusion et la sélection, quand le mouvement prenait lentement dans les autres facs. Les tags et affichages sauvages commencent alors à faire un retour massif et réjouissant. La décision d'occuper à nouveau était une évidence. C'est le cas dès le 8 février.

Depuis, sur un campus conçu comme aseptisé mais que certain.e.s n'hésitent pas à ironiquement qualifier de « mort » par la faute du mouvement, la vie débordre. L'arche, le bâtiment marquant l'entrée de la fac est occupée.

Un excellent lieu pour y apposer des banderoles, comme celle qui s'adresse à Gérard Collomb et sa « reconquête républicaine » de la Reynerie : « 1492, Collomb colonise, 2018, rien n'a changé ».

Un excellent lieu pour se prémunir des keufs, trois RG quittaient la fac sous les oeufs dernièrement.

Un excellent lieu où la bouffe, la chouffe et la récup se partagent.

Un excellent lieu où circulent livres, brochures, films, musiques, savoirs, récits et envies de luttes entre deux parties de Tarot.

Un excellent lieu où peuvent se croiser deux ballets : celui du cours de danse répétant un spectacle pendant que les distributeurs de boissons se font dépouiller.

Un excellent lieu où viennent discuter des enseignant.e.s luttant contre l'expulsion par la PAF d'une élève de primaire, croisant ainsi un convoi de palettes servant à organiser les dortoirs.



Un excellent lieu où l'on parle de philosophie avant d'aller tagger les toilettes.

Un excellent lieu dont on ne se lasse pas de figoler les barricades.

Un excellent lieu que personne ne compte lacher, et surtout pas sous la menace des flics !

\*\*\*\*\*

## [Milice sur la ZAD 2 : le retour](#)

  publié le jeudi 22 mars 2018 à 03:06 | **kassos, hippies armé-e-s, bisounours fâché-e-s et nrv, schlagues, prolo-te-s, lumpens, pauvres, irresponsables, incontrôlé-e-s, incontrôlable, pecnots, ploucs, Chicanes united gang, cowboys + indien-ne-s + toi et toi et toit !** |

Milice sur la ZAD : le retour de la suite. iels reviennent encore plus méchant-e-s pour contrôler et monopoliser l'information ...

Bilan de cette nouvelle journée du mercredi 21 mars 2018 alors que la nuit est calme, que la lune à un beau croissant lumineux et que malheureusement les bleus et les kakis font de plus en plus souvent de plus ou moins discrètes rondes de nuit. On s'est exilé-e-s loin des regards indiscrets pour écrire

- Premières heures de la journée une "cohorte" de trois personnes (non armée) vient pour "discuter" fermement avec certain-e-s occupant-e-s. Mot d'ordre : ne pas publier de texte non discuté avec eux. ça commence bien !
- Matinée : des "cyclistes" (non armé-e-s) viennent "innocement" mener une enquête de voisinage (cette expression/ mot peut paraître forte mais accrochez vous car ce n'est que le début et ça va aller plus loin). . Sur que comme quoi qu'y aurait des nouveaux venu-e-s de la banlieue de une grande ville...et que c'est des très jeunes...pas politisé-e-s....Blablabla...drogue....vol....violence....problèmes...clichés... - On apprécie , en introduction, la petite remarque perfide sur le ton : "*tout le monde dort encore chez vous à cette heure là*". - Paternalisme et maternalisme, confiant-e-s et sûres de leur bon droit et de leur jugement impartial de bon sens, donnent "des conseils", "des injonctions" et "des -à peine voilées-menaces". + Mot d'ordre qu'on leur a dit de dire alors iels s'excusent mais c'est la voix du ""mouvement"" qui parle à travers eux/elles : publier des textes (entendre : textes non discutés avec au moins une personnes "responsable" du coin) donne des billes et de la matière aux zennemi-e-s

Vous trouvez que ça fait beaucoup et que du coup, autre chose se joue pour le camp autoritaire que le truc de "on expulse, tabasse, kidnappe, déporte une personne accusée de faits indéfendable" ? Parce que oui, oui , oui ; trois fois oui; aucune des "embrouilles" de la milice de la journée ne concerne la gaité et la personne accusée qui a été brisée cassée, déportée hier (mardi matin).

mais ça continue dans le dégeulasse et le merdique pour finir à son climax :

- **Enorme coup de pression** (limite agression physique) par des gens armé-e-s et masqué-e-s (mais heureusement pas la voiture qui n'avait pas demandé à en être) pour ... roulement de tambour ... obtenir l'adresse i.p du téléphone / identifiant/ numéro d'internet d'une personne (de ce qu'on a compris à peu près). Rappelons qu'en combat rapproché; la combinaison matraque + gazeuse perd (façon de dire) contre un flingue chargé (même grenaille) ! Rappelons que vu de la route une personne peut paraître isolée alors que non ! Comme nos vaillant-e-s inconnu-e-s sont vite reparti-e-s on se doute de leur mot d'ordre ( lire plus haut)

Renseignement pris auprès des présent-e-s à la réu de la wardine et ailleurs (ouais pour une fois on a été à "l'ouest" et les gens ne sont pas au courant de vos agissements même vos cohabitant-e-s ) ... aucune mesure n'a été décidé pour faire relire les textes et la façon de les publier. Tirez vos propres conclusions ...

Nos donnerons des résumés subjectifs et anonymes des actions de la milice, des milices

\*\*\* \*\*\*\*\* \*\*

Parmi les nouvelles insultes entendues aujourd'hui (outre banlieusard-e-s) bouseux et [pequenauds](#) (orthographe approximative) !

Les insultes "shlags", "prolo", "lumpen", "sdf", "cassos", "peons", "toxs", "sdf", "pauvres" sont inacceptables et seront combattues.

Nous en avons plus que marre d'être la composante invisibilisée et méprisée d'un "mouvement" qui ne s'interroge pas sur ses fondements bourgeois, d'un mouvement qui se déclare à la chambre d'agriculture, qui va en réunion avec la préfecture-le ministre-les pouvoirs, qui se prépare à payer des impôts et des taxes, qui se murmure même que certain-e-s parlent d'élections municipales (que ça, ça ne nous fait pas rire du tout ou alors "jaune" la couleur des traitres).

Quelle zone allons nous décrétée en non-mixité de classe sociale alors que tou-te-s les bourgeois-e-s de la zone se pensent pauvres et le surjouent ? Ceci est une question qui va gagner en intensité et nous invitons toutes les soit disantes "composantes" du soit disant "mouvement" ainsi que tous les soutiens ailleurs à s'interroger sur le rapport d'autoritarisme et le classisme sur la Z.A.D de NDDL.

Avant que la police politique de la ZAD ( dite milice agambienne & néo-mao - tavu, nous aussi on lit) ne viennent perquisitionner nos ordinateurs et téléphones on souhaite passer avec fraternité et sororité le bonjour à toutes les luttes d'émancipation, de libération, d'égalité ...

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## [Pont de Claix\( 38800\) un compteur non communicant à la place du linky](#)

ce n'est pas les avocats qui font plier les grosses machines

---

Il avait le sourire ce mercredi matin, Julien Martin. Pourquoi ? Car son (long) combat contre Enedis touchait à sa fin. Dans la journée, des agents vont en brancher un **compteur deuxième génération non communicant à la place du compteur Linky**. Pour l'occasion, une grande table avec boissons et victuailles a été installée pour les accueillir, rue Stendhal, au Pont-de-Claix. « On est content de les voir, c'est une belle victoire, indiquait-il, soulagé. J'espère que cela poussera les gens à continuer à se battre ». Ce mercredi, il n'était d'ailleurs pas seul, une quarantaine de personnes étaient présentes pour le soutenir.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## [Grenoble, France : Perturbation d'un colloque de Frontex à l'université – 22 mars](#)

[sans attendredemain](#)

Judi 22 avril, environ 150 personnes se sont rassemblées face au bâtiment IMAG de l'Université de Grenoble, dans lequel se tenait un colloque universitaire d'acteurs de la militarisation des frontières (Frontex, Euromed police, Europol, etc) qui s'intitulait « *De Frontex à Frontex, vers l'émergence d'un nouveau corps européen de gardes côtes* ». Etaient





**notamment présents le président d'Euromed police et le directeur des affaires juridiques de Frontex [1]. Slogans, table de presse et diffusion de tracts étaient au programme de cet après-midi.**

Les organisateurs du colloque ont fait le choix de le maintenir sous haute surveillance policière, les entrées étant filtrées par des membres de la BAC.

Vers 16 heures, le groupe de plus d'une trentaine de personnes s'est dirigé vers la salle de conférence afin de perturber l'intervention du chef d'Euromed police, et d'interpeller les membres du colloque. Des participant.e.s ont alors ouvert les portes aux manifestant.e.s qui sont entré.e.s en scandant des slogans pendant une dizaine de minutes et laissant le temps de faire un tag dans la salle disant « FRONTEX tue ».

La police, en tenue anti-émeute est intervenue, frappant sans sommation les manifestant.e.s afin de les faire sortir. Bloquée contre un mur, des dizaines de personnes ont du faire face aux policiers sans pouvoir éviter les coups. De nombreuses personnes ont été blessées et certaines d'entre elles ont dû être hospitalisées. Il semble qu'il n'y ait pas eu d'arrestation.

[Résumé à partir d'articles de la presse locale et [indymedia grenoble](#)]

**NdSAD:**

**[1] La présence au colloque d'Hervé Yves Caniard, le directeur de l'Unité des affaires juridiques de Frontex, ainsi que « la venue de Michel Quillé », ancien commissaire de police aujourd'hui aux manettes du projet Euromed Police IV [https://www.euneighbours.eu/fr/south/eu-in-action/projects/euromed-police-iv]. Entendez par là un programme lancé en 2016 afin de renforcer la coopération « sur les questions de sécurité » entre les pays du sud de la Méditerranée et les États membres de l'Union européenne.**

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Le procureur pyromane**

"M. le procureur vous êtes un incendiaire, vous avez allumé un incendie qui ne s'éteindra jamais »

Parole anonyme criée à l'audience du 19 mars, après le délibéré de 3 mois de prison ferme et 5 de sursis, assortis de 2 ans d'interdiction de Meuse et Haute-Marne, prononcé contre un occupant du Bois Lejuc interpellé lors de l'expulsion du 22 février

On le présentait, mais l'audience du 19 mars à Bar-le-Duc a dépassé toutes les appréhensions en terme de spectacle. On a atteint un point d'orgue et de non-retour dans l'interaction très singulière qui s'est nouée au cours des deux dernières années entre la cour, les inculpé.e.s de « la lutte de Bure », les avocat.e.s et les soutiens de l'assistance.

La une de l'Est Républicain de ce mercredi 21 mars, « Bure : la dérive des ultras » [1], étale en long, large et travers les exactions d'une « frange d'activistes radicalisée » des opposant.e.s au projet Cigéo, qui aurait débordé les historiques et serait même aujourd'hui installée dans la

Maison de Résistance. Buste de Marianne brisé, inscriptions sur les murs du tribunal, affiches arrachées, chaises et bancs renversés, insultes aux magistrats, perturbation et interruptions houleuses des audiences, etc. On tente d'offusquer dans les chaumières : liberté de la presse bafouée et sacro-saintes institutions écornées suffisent à décrire un repaire de dangereux anarchistes « enkystés » dans un coin de Meuse et qui, las de terroriser les abords d'un bois perdu, se retournent contre tout ce qui bougerait alentours.

Comme souvent, l'amour-propre du journalisme prime sur l'objectivité de sa plume et, rageusement, il venge l'affront en fouettant du torchon. Resituons un peu le contexte : notre journaliste de l'Est arrive avec l'intention ostensible de photographier à bout portant une foule massée devant les marches du tribunal et excédée d'y attendre depuis des semaines le bon vouloir des policiers qui font la régulation arbitraire des entrées et sorties. Des opposant.e.s lui demandent de ranger son appareil, le ton monte, il refuse, d'autres personnes lui conseillent de repartir, l'incident est clos. À noter que monsieur N.F. est un habitué des manifestations et événements autour de la lutte de Bure qui lui ont permis de signer quelques papiers qui défraient les chroniques estivales de la Meuse, et ce sans être importuné dans le bon exercice de son devoir d'information. Et c'est sans compter le temps considérable accordé par certaines personnes de la lutte à répondre et accompagner des journalistes, et notamment notre ingrat outragé, ou son rédac' chef qui signe la tribune du jour. L'outré repart outragé tandis que sa collègue de l'AFP arrivée plus tôt, assiste sereinement à l'audience de bout en bout et pond même une dépêche depuis la salle, entre deux audiences [2]. Comme quoi, le blocus du « groupuscule » hostile aux journalistes qui fait régner la terreur à Bure, et décrit dans l'ER, n'était peut-être pas si tangible.

## L'épouvantail

Dans cette foire d'empoigne on en oublierait presque l'acteur et auteur principal de la farce publique : notre ami le procureur de Bar-le-Duc. A-t-on déjà vu quelqu'un être à la fois le supérieur des forces de police dans leur mission de maintien de l'ordre, le superviseur des auditions et maintiens en détention des personnes interpellées par ces mêmes forces de police, l'instructeur des dossiers qui en découleront, puis, au final, le procureur qui plaidera à charge à l'audience et requerra les peines à leur encontre ? Et lorsque plusieurs avocats s'étonnent à répétition de la légèreté et la vacuité des dossiers qui amènent les inculpé.e.s à des audiences devant le TGI de Bar-le-Duc (au point qu'ils en arrivent même à interroger la partialité du procureur dans leur présentation de nullités sur un procès récent), celui-ci, qui tient visiblement à siéger personnellement sur chaque dossier impliquant des opposant.e.s de la lutte à Bure, se défousse d'un revers de main en justifiant qu'au contraire du reste de la cour, à l'image des avocat.e.s, il n'a aucune astreinte à l'impartialité étant donné qu'il lui revient de plaider à charge et aucunement à décharge.

C'est sans doute ce qui lui permet de s'autoriser des appréciations et stigmatisations répétitives des opposant.e.s à Bure avec des formules comme « *propre à ce genre de prévenus* », « *ce type de comportements de groupe chez les opposants* », « *la convocation de X est la suite logique de la suite systématique de comportements de ce type de personnalités* », « *le profil de X n'est pas très étonnant* », « *dans ce genre d'audiences* », « *inscription dans les gènes de la haine du gendarme* », « *comportement systématique de ces individus de refuser tout* ». Depuis bientôt 1 an, le procureur a arrêté de juger des individus mais s'est consacré à mener et construire le procès d'un ensemble flou d'individus contre lesquels il nourrit un mépris manifeste. Il y a plusieurs mois on l'entendait murmurer à une collègue avant l'audience « *qu'est-ce qu'ils sont sales* » ou déclarer lors d'une autre audience « *ces hiboux ne sont en vérité qu'une volée de moineaux* ». À cela s'ajoutent les sourires sardoniques et satisfaits de notre épouvantail, lorsque des explosions de colère, de rage, de détresse se manifestent aussi bien

au tribunal que sur le terrain. Beaucoup se souviennent en effet de son air satisfait et triomphant lors des deux irruptions policières à la Maison de Résistance.

« L'impartialité dans l'exercice de fonctions juridictionnelles ne s'entend pas seulement d'une absence apparente de préjugés, mais aussi, plus fondamentalement, de l'absence réelle de parti pris. Elle exige que le magistrat, quelles que soient ses opinions, soit libre d'accueillir et de prendre en compte tous les points de vue débattus devant lui »

(...)

« Dans leurs activités judiciaires, notamment aux abords des salles d'audience, les juges et procureurs doivent être soucieux de l'image d'impartialité qu'ils offrent et ne pas apparaître, aux yeux de personnes non averties, dans une relation de trop grande proximité et, moins encore, de complicité. La même prudence doit être observée à l'égard des conseils des parties en cause et de l'ensemble des acteurs du procès ».

Recueil des obligations déontologiques des magistrats, Dalloz - Conseil Supérieur de la Magistrature [3]

Très ostensiblement, et quelles qu'en soient les raisons, de frustration personnelle (une autre remarque du procureur surprise en sortie de salle d'audience à l'égard de l'avocate de l'Andra : « de toute façon, ce n'est ni vous ni moi qui décidons ici »), d'amour propre (un sentiment de remise en cause systématique de son autorité lors des audiences peut-être) ou encore de convictions et préjugés sous-jacents, l'impartialité préconisée par le Conseil Supérieur de la Magistrature a depuis longtemps quitté la salle d'audience de Bar-le-Duc. Outre une familiarité évidente et affichée avec les policiers et le paternalisme récurrent à l'intention d'un avocat de la défense, M. le procureur rechigne et tarde à communiquer à répétition certaines pièces de dossiers, n'instruit pas les plaintes déposées par les opposant.e.s contre l'Andra et admet ouvertement sélectionner les dossiers qu'il décide de poursuivre ou non à l'encontre des opposant.e.s. Ainsi, l'insolite « procès de la pelle à tarte » [4], où l'inculpé était poursuivi pour « transport d'armes » après avoir été contrôlé sur la route en possession de deux opinels, une section rigide de câble électrique et une pelle à tarte. Pour ce procès, le procureur avait spécialement mandaté un huissier pour signifier sa convocation à l'intéressé, il déclarera pourtant à l'audience « *On va perdre 2 heures pour 3 couteaux et un câble* ».

## La rupture

Il est devenu évident, au fil des mois, que la colère s'est cristallisée dans le tribunal de Bar-le-Duc à l'encontre d'une judiciarisation à outrance de la lutte de Bure et plus largement à l'encontre de la justice et la police qui arment le bras de l'État. Sous couvert de concertation ou de dialogue, celui-ci piétine et méprise le territoire dans lequel Cigéo est imposé par la force, en catimini, à grands renforts de corruption et d'intimidations. Le sentiment d'injustice et de frustration auquel s'ajoute un quadrillage policier qui ne fait pas le distinguo entre opposant.e.s et population locale, s'est personnifié, pour un certain nombre d'opposant.e.s poussé.e.s à bout, dans la figure d'un commandant d'escadron de gendarmerie omniprésent, d'une préfète va-t-en-guerre [5], d'un sinistre maître chanteur et exécuteur de basses œuvres à l'Andra [6] ou encore dans un procureur à la verve bien pendue. Une triste galerie qui déchaîne les passions furieuses.

Il y a quarante ans, des avocats du FLN théorisaient le procès de rupture [7] pour des inculpé.e.s pré-jugé.e.s pour leurs idées politiques, par les magistrats partiaux qui leur faisaient face. Bien avant eux, des anarchistes de la fin du 19e siècle [8], face à des cours qui les condamnaient invariablement au bagne ou à la mort, opposaient mutisme et déclarations politiques d'éclat. Encore aujourd'hui, basques et corses lèvent le poing à l'audience, lisent leur refus de se soumettre à la justice d'un État qu'ils ne reconnaissent pas et qui ne les reconnaît pas et se

soustraient à leur propre procès. Durant 20 années, entre 63 et 81, les militant.e.s dit.e.s « politiques » ont fait face à la Cour de Sûreté de l'État [9], un tribunal d'exception qui embastillait à la pelle les militant.e.s de tous bords accusé.e.s de porter atteinte à la sûreté de l'état. Récemment, Nicolas Sarkozy, avant de se retrouver en garde à vue, dans une surenchère politicienne sécuritaire autour des mobilisations de la Loi travail, suggérait la restauration de cette cour d'exception. Il savait que la « délinquance financière » ne l'y conduirait jamais ...

Lundi, deux personnes ont opposé le silence aux questions du juge et lu un texte [10] qui affirme un refus de reconnaître au tribunal sa légitimité à juger. La rupture est consommée, après des mois de harcèlement et d'humiliation policière, le mépris répété du procureur au tribunal est une goutte d'essence versée sur les braises de la rage que ressentent des personnes qui luttent non seulement contre un projet monstrueux de poubelle nucléaire, mais surtout contre un autoritarisme déguisé de l'État. Un État qui se cache derrière des établissements publics, des commissions de débat public bidon, des arguments de tranquillité publique pour pousser à accepter l'inacceptable des populations désillusionnées et résignées, et ce dans tous les domaines de la vie sociale. L'étendue du ravage social que projette le gouvernement Macron est telle que nous sommes tels des animaux domestiqués, tétanisés par les phares du véhicule qui fonce sur nous. Et si un certain nombre d'entre nous tente d'esquisser avec une rage et une détermination violente un pas de côté avant le choc, l'imminence de la catastrophe donne à nos actions et nos ébats les allures de frénésie dérisoire et désespérée à ne pas se laisser écraser sous la botte orwellienne [11].

## Il vit sa vie par procuration...

Suite à l'audience du 19 mars, le procureur demande le huis clos des prochains procès en invoquant la sérénité des débats. Pourtant n'est-ce pas lui qui a déterminé cette audience spéciale du lundi après-midi jusqu'à 22h ? Lui encore qui, pour « *ne pas se dissiper* », regroupe en audience le 23 mai 5 et 7 personnes qu'il poursuit pour attroupement suite à leurs arrestations groupées les 4 et 14 mars. Lui qui, au final, sur la base de faits réels de sabotage, instruit des dossiers à charge aussi vides et transparents que ses motivations sont opaques ? Lui aussi qui décide de faire comparaître devant lui le 16 mars six personnes, retenant à nouveau inculpés, soutiens et personnels du tribunal durant 7 heures, jusqu'à 22h. Lui encore qui tente d'atomiser et de déraciner les opposant.e.s en sollicitant des interdictions de territoire même lorsqu'elles ne sont légalement pas possible (en cas de rébellion notamment). Le Monde Diplomatique titrait il y a peu « Bure, une fabrique du consentement » [12], mais le procureur et la préfète tendent chaque jour à confirmer que Bure est devenu en quelques mois aussi une fabrique de la tension, dans une stratégie qui semble délibérée de la part des autorités à amorcer la poudrière pour justifier le coup de bâton suivant. Chaque audience au tribunal voit ainsi un bataillon de CRS et gendarmes se déployer dans les ruelles attenantes, rejoint même par la préfète lors d'une comparution immédiate intervenue le 6 mars, tandis que chaque maison à 10 km autour de Bure où réside un.e opposant.e à Cigéo voit stationner ou passer un camion de gendarmes mobiles, caméra au poing toutes les heures de la journée et de la nuit. De quoi créer une viscérale phobie du bleu chez la plus patiente des personnes.



Que ce soit un ministre qui dans un premier temps vient rassurer les édiles et partisans locaux du projet Cigéo, pour ensuite faire semblant de rencontrer les opposants « légaux » alors que, dans le même temps, les forces de gendarmerie procèdent à l'expulsion médiatique du Bois Lejuc [13] ; ou que ce soit une préfète qui apparaît en tenue martiale les jours de manifestation à

Bure ; ou encore un commandant d'escadron de gendarmerie trop visible et omniprésent qui lave son honneur à travers des procès ridicules intentés devant le tribunal de Bar-le-Duc, en présence de tout le gratin militaire du Grand Est [14] ; et enfin un procureur qui part en croisade personnelle contre les mécréants de Bure. On est loin des temps où gouvernement, Andra et préfecture préféraient jouer les trois singes, aveugles, sourds et muets devant les médias et sur le terrain pour avancer Cigéo loin des yeux, loin du cœur, dans l'indifférente ignorance générale. Le conflit frontal et brutal qui explose à Bure après 20 ans de non-dialogue a braqué un projecteur médiatique sur la poignée d'opposant.e.s qui parvient avec un méli-mélo chaotique et vivace d'actions, de rêves et de mots, à susciter un embryon d'imaginaire de lutte nourri par le précédent de Notre-Dame-des-Landes.

Assez vivace en tout cas pour ébranler la tranquille assurance du conglomérat institutionnel mafieux qui soutend Cigéo et pour l'obliger à s'afficher au grand jour. Changement de cap depuis un an : avant on faisait un chèque pour éponger discrètement les dégâts causés par les opposants et on s'abstenait scrupuleusement de commenter l'incident. Aujourd'hui on grenade tous azimuts et on crie à l'ultragauche qui trouble la quiétude du voisinage. On l'a vu avec l'équipe télé du nouveau média de la gendarmerie, l'Essor [15], qui avec dans ses rangs un ancien de BFMTV, tournait les images dédiées à alimenter le JT du soir même. L'heure est à l'ostentation et à l'action médiatico-politico-policière, à l'américaine.

Et la recette fonctionne : les voisins râlent car les opposant.e.s leur ramènent des gazs lacrymogènes dans le jardin, les journalistes en mal de sensations concurrentielles se transforment en chroniqueurs policiers à la petite semaine, frustrés quand ils ne peuvent soutirer quelques miettes aux « moineaux », et pendant ce temps là les ministres cornus diabolisent l'opposition pour mieux installer le grand miroir aux alouettes, la grosse poubelle à vitrifier des milliards d'euros et rallonger de 300 km le déficit et la durée de vie d'un nucléaire dangereux et en mal de crédibilité après 70 ans d'outrageuse incurie. En Meuse en attendant, des collèges, des maternités, des EHPAD, des usines ferment et licencient : tout change, mais rien de nouveau à l'Est, c'est toujours les tranchées, et la population qui ramassera des décennies ou des millénaires de détritits logés dans des terres rendues infertiles. D'ici là, Mme la préfète, M. le commandant d'escadron, M. le procureur auront depuis longtemps trouvé une herbe plus verte pour asseoir tranquillement leur retraite, loin des yeux, loin du cœur d'une génération meusienne sacrifiée et d'une génération militante écrouée. Ça fera un bon bouquin dans 40 ans, qui viendra se ranger dans l'étagère à côté de la mémoire des sacrifiés : poilus, ouvriers des hauts-fourneaux, sous-traitants du nucléaire, même combat

M. le procureur pourra toujours se blanchir avec un petit encart où il racontera que le 19 mars il a retenu la main des flics qui pullulaient dans le tribunal ... mais pas la sienne en envoyant trois opposant.e.s en taule et en attisant l'incendie de l'injustice et de la rage dans le cœur des 80 personnes venues les soutenir. Une rage qui ne se contentera pas de la placardisation de 3 jeunes juges qui jouent leur début de carrière avec un procureur pyromane, ni même de celle d'un commandant d'escadron, d'une préfète ou de la tête de ce même procureur. La blessure est trop profonde, à Notre-Dame-des-Landes comme à Bure, la génération qui lutte a déjà franchi sa ligne rouge et appelle de ses vœux la chute d'un système en pleine tatchérisation, dusse-t-elle, comme dans les années 70, emplir les 30 nouvelles prison actuellement en prévision. Nous ne sommes plus en 68, les rêves sont plus sombres et les hurlements qui s'écrivaient lundi sur les murs du tribunal de Bar-le-Duc sont bien plus désillusionnés et désespérés qu'alors. Enfermer le désespoir c'est le nourrir, le décupler...

## Notes

[1] Est républicain du 19 mars 2018 : <https://www.estrepublicain.fr/actualite/2018/03/21/la-derive-des-anti-bure-radicalises>

- [2] Dépêche AFP sur Le Monde : [http://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2018/03/20/enfouissement-des-dechets-a-bure-deux-opposants-au-projet-condamnes\\_5273381\\_1653578.html](http://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2018/03/20/enfouissement-des-dechets-a-bure-deux-opposants-au-projet-condamnes_5273381_1653578.html)
- [3] Déontologie et obligation des magistrats chez Dalloz – CSM : [http://www.conseil-superieur-magistrature.fr/sites/default/files/atoms/files/recueil\\_des\\_obligations\\_deontologiques\\_des\\_magistrats\\_fr.pdf](http://www.conseil-superieur-magistrature.fr/sites/default/files/atoms/files/recueil_des_obligations_deontologiques_des_magistrats_fr.pdf)
- [4] L'absurde procès de la pelle à tarte sur le site www.vmc.camp : <https://vmc.camp/2018/03/02/labsurde-proces-de-la-pelle-a-tarte-6-mars-tribunal-de-bar-le-duc/>
- [5] Voir photo du Fil info du 6 mars sur www.vmc.camp : <https://vmc.camp/2018/03/06/fil-info-mardi-6-mars/>
- [6] Voir l'article « l'Andra, une mafia dans la Meuse » sur www.vmc.camp : <https://vmc.camp/2017/01/25/une-mafia-dans-la-meuse/>
- [7] Lire la Stratégie judiciaire de Jacques Vergès
- [8] Lire la déclaration d'Émile Henri à son procès entre autres, avant qu'il ne soit condamné à être guillotiné : <https://fr.theanarchistlibrary.org/library/emile-henry-declaration-d-emile-henry-a-son-proces.a4.pdf>
- [9] Voir le travail de Vanessa Codaccioni sur la justice d'exception
- [10] Voir les textes lus par Cristal et Laura sur ww.vmc.camp : <https://vmc.camp/2018/03/21/ielles-nont-ete-ni-acteur-ni-actrices-retour-sur-le-proces-du-lundi-19-mars-de-3-copaines/>
- [11] : Georges Orwell, 1984 : « Si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte piétinant un visage humain... éternellement. »
- [12] Monde Diplomatique, Julien Baldassarra, janvier 2018 : <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/01/BALDASSARRA/58245>
- [13] Lettre ouverte à Sébastien Lecornu, ministre de la Transition écologique : <http://www.sortirdunucleaire.org/Lettre-ouverte-a-M-Sebastien-Lecornu>
- [14] Lire l'article sur www.vmc.camp « Nouveau procès le 21 novembre, contre un camarade accusé de diffamation ! Non à l'étranglement judiciaire ! » : <https://vmc.camp/2017/11/16/nouveau-proces-le-21-novembre-un-camarade-accuse-de-diffamation-non-a-letranglement-judiciaire/>
- [15] Lire d'article sur www.vmc.camp : « Ce que les images des flics ne montrent pas » : <https://vmc.camp/2018/03/05/ce-que-les-images-des-flics-ne-montrent-pas-manif-3-mars/>

## Pétel Pétain

Hier soir [22mars 2018], nous, membre de l'AG inter-sectorielle de Montpellier, occupant l'amphithéâtre A de la Faculté de droit et de science politique suite aux décisions de cette même AG, avons dû faire face à une attaque d'une violence inouïe à l'intérieur même des locaux de la faculté.

Philippe Pétel, doyen de la faculté de droit, organise vraisemblablement des groupes violents et fascistes.

Mise à jour : rassemblement anti-fasciste dimanche 25 à 11h devant la préfecture de l'Hérault, 34 place des martyres de la résistance.



Rassemblement devant la fac de droit le 23 mars 2018

Durant l'après-midi et le début de soirée, une vingtaine de personnes est restée dans l'amphithéâtre, proférant insultes et menaces. « *Cette nuit, ne dormez que d'un oeil* » ; « *Faudra pas se plaindre une fois aux urgences* ».

L'un des occupants a alors été pris à partie et frappé par certains d'entre eux, menés par le professeur d'université en droit de la santé M. François Vialla.

Le doyen de l'université Philippe Pétel a, tout le long de l'occupation, encouragé ce petit groupe d'étudiants à perturber celle-ci. Suite au refus de sa demande d'intervention policière par la préfecture, le ton monte : « *vous nous prenez en otage, nous allons devoir répondre* » s'exclame M. Pétel.

« Pris en otage », par une centaine d'étudiants et de travailleurs, qui ont occupé pacifiquement un amphithéâtre pour s'organiser conjointement contre la série de loi scélérate de destruction du service public portée par le gouvernement Macron.

Entre minuit et une heure, le doyen et ses adjoints contactent des étudiants en droit qui participaient à l'occupation, leur demandant de quitter l'amphithéâtre « *avant que ça chauffe* ». Dans les minutes qui suivent, une dizaine d'individus cagoulés, armés de bâtons et de taser le rejoint dans un coin du hall central. M. Philippe Pétel leur indique alors des issues de secours par lesquelles ce groupuscule s'engouffre en courant dans la pièce occupée.

S'en suit alors une scène d'une violence incroyable où les assaillants s'acharnent sur les occupants non-violents, les frappant au sol et les poursuivant pendant qu'ils essayent d'évacuer les blessés.

Parmi ces assaillants, plusieurs étudiants de la faculté de droit ont eu la désagréable surprise de reconnaître certains de leurs professeurs et chargés de TD.

Le doyen s'est ensuite enfermé avec les personnes cagoulées à l'intérieur de la faculté, les protégeant de la police qui venait d'arriver sur place.

**Des actes d'une telle violence ne peuvent rester impunis, encore moins quand ils sont organisés et couverts par des membres du personnel d'une université publique !**

**[Clavière \[Italie\] il n'y a pas de frontière qui résiste à la solidarité\(Mise à jour\)](#)**

Les passages clandestins d'exilé-es sont de plus en plus difficiles au col de Montgenèvre, près de Briançon : les migrant-e-s venant d'Italie arrivent plus nombreu-ses que cet hiver, et ne peuvent passer rapidement la frontière

française. Jeudi soir, onze d'entre eux, dont quatre femmes et trois enfants, ont passé la nuit dans la salle paroissiale, sous l'église de Clavières, située à deux kilomètres de la frontière française.

Ils ont été rejoints par une quarantaine d'autres vendredi, et une quinzaine samedi, ce qui aurait pu créer une situation humanitaire dramatique. Environ vingt personnes vivant des deux côtés des Alpes les soutiennent, sans appartenir aux associations d'aide aux migrant-e-s habituelles qui ont été beaucoup citées par les médias à propos de Briançon depuis décembre. Une vingtaine d'exilé-es ont décidé de passer en France à pied dans la journée, par leurs propres moyens.

L'État italien, resté passif cet hiver, a envoyé la police antiémeute contrôler ces passages en fin d'après-midi.

---

## Deuxième communiqué de Chez Jésus

Vous recevez ce communiqué en raison de la situation préoccupante sur la frontière briançonnaise.

Depuis jeudi, nous occupons une salle à l'église de Clavières. À la frontière la situation s'est complexifiée ces dernières semaines. Le flux de personnes arrivant à la frontière est toujours plus important et les actions de solidarité mises en œuvre ces derniers mois ne sont plus suffisantes. Pour cela, nous ressentons encore plus le besoin de soulever le réel problème qu'est la frontière. Nous avons aussi occupé ces locaux de l'église car la nécessité d'avoir des temps et des espaces pour s'organiser et parler avec les personnes, arrivant chaque jour par dizaines pour traverser cette frontière, se fait de plus en plus sentir.

Dans le même temps, cette occupation ne veut pas invoquer une intervention des pouvoirs publics qui pourraient nous donner une réponse partielle d'accueil que la plupart de ces personnes fuient.

Nous préférons nous organiser en auto-gestion. Nous ne voulons pas « gérer » des personnes. Au contraire, nous voulons chercher la complicité avec celles et ceux qui se battent pour leur propre liberté de mouvement, à l'inverse du système d'accueil que nous connaissons qui ne fait rien d'autre que de légitimer le dispositif au frontière.

Nous vous invitons toutes et tous à nous rejoindre pour un repas partagé. Rendez-vous demain dimanche 25 mars chez Jésus (sous l'église de Clavières) à partir de midi.

C'est cool si vous pouvez apporter votre repas, des couvertures, des gants, des écharpes, etc.

*[Publié le 25 mars 2018 sur [Indymedia Grenoble](#)]*

Aujourd'hui samedi 24 à 18 heures, à l'église de Clavière

Au cours des derniers mois dans ces montagnes, nous avons été en mesure d'apporter des pratiques de solidarité qui ont empêché les gens de mourir de froid dans la neige en essayant de passer la frontière.

En montagne la neige d'hiver n'est pas une urgence.

Les températures sous zéro ne sont pas une urgence.

La dissolution des neiges au printemps n'est pas une urgence.

L'urgence est créée par une ligne imaginaire appelée frontière qui décide où la liberté des personnes commence et se termine, et par ceux qui la légitiment et défendent.



Il est temps d'arrêter de cacher le vrai problème : Nous avons pris quelques espaces pertinents à l'église de clavière, non seulement pour donner refuge aux personnes qui, en nombre croissant, arrivent près de la frontière, mais surtout pour essayer de nous organiser ensemble à qui Les frontières les subissent sur leur propre peau.

Rendez-vous ce soir à partir de 18 h pour discuter des initiatives à lancer dans les prochaines heures. Nous invitons tous \* Les / les solidaires à passer par [claviere](#) même pendant la journée (ils servent de la nourriture, des vestes, des bottines, des gants et des chapeaux).

Il n'y a pas de frontière qui tienne face à la solidarité.

### **Pierre par Pierre Brisons les frontières**

De plus en plus de monde pour la manifestation contre les frontières, la flicaille a mis en place un engin qui balance la neige( une sorte de camion anti émeute) contre les manifestant-es du côté italien. Complicité avec les manifestant-es du Montgenèvre

ce texte composé à partir de [squat.net](#) et de SMS, de coups de téléphone des camarades italien du Val de Susa

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **22 mars : Paris déborde, le printemps commence**

De 6h à 18h, récit non-exhaustif de la longue journée du 22 mars. Rien n'est fini, tout commence.

Dès le début de la semaine commençaient à fleurir tags et diverses affiches annonçant le 22/03 et le 11h Nation dans l'Est parisien, de nuit en nuit les façades de certains lycées se sont vues recouvrir de mots. Déjà, le 22 mars s'annonçait comme le retour d'un printemps ardent.

Effectivement, le 22 mars fut long, très long. De 6h à 18h, récit non-exhaustif d'une journée qui annonce la suite.

Dès 6h, 13 lycées parisiens sont bloqués et une dizaine de lycées en banlieue parmi lesquels Sophie Germain, Victor Hugo, Fénelon, Charlemagne, Dorian, Paul Valéry, Arago, Hélène Boucher, Maximilien Vox, Edgar Quinet, Vilgenis (Massy), Jean Jaurès (Montreuil), Condorcet (Montreuil) et d'autres. Certains lycées sont même en grève totale, comme Suzanne Valandon. Cela faisait au moins un an que tant de lycées ne s'étaient pas mobilisés, n'avaient pas eu l'appréhension commune d'une date à ne pas rater - à construire.

Dans les facs, même élan, Nanterre est bloquée, le centre Clignancourt de la Sorbonne est bloqué, l'EHESS est bloquée. À Paris 1, trois sites (Tolbiac, René Cassin, Institut de géographie) sont fermés administrativement en prévention répressive des éventuels blocages. Peu importe, les étudiant.e.s de Tolbiac décident d'aider les lycéen.ne.s de Claude Monet à bloquer leur lycée. Pendant ce temps, le blocage de Nanterre n'empêche pas la tenue de commémorations du mouvement du 22-mars, précurseur de mai 68 - enfin, si les étudiant.e.s n'étaient pas aller lancer quelques fumigènes afin d'empêcher une énième récupération institutionnelle participant à une dépolitisation chronique de 1968. Quelques heures plus tard, la statue de la place de la République était d'ailleurs taguée d'un « mai 68 ils commémorent on recommence ». À suivre.

En banlieue, les lycéen.ne.s de Massy partent en manif sauvage jusqu'au RER afin de rejoindre le 11h Nation, des voyageurs se retrouvent à pied sur les routes afin de rejoindre l'aéroport de Roissy en raison de la grève des transports, bref, tout le monde réinvestit les axes de circulation. À Paris, la place de la Nation se remplit au rythme des arrivées de cortèges sauvages - certains arrivent du métro, du RER, d'autres à pied, du boulevard Diderot, du Cours de Vincennes, une manif sauvage serait même passée par le pont d'Austerlitz avant d'arriver à Bercy. Nous sommes plus d'un millier, prêts à partir au son de la djerbouka et d'une sono diffusant des titres restés inchangés depuis le printemps 2016.

Sur le boulevard Voltaire, les voitures se retrouvent vite bloquées face à un cortège déterminé. En tête, les banderoles sont des cartons, des sacs poubelles, des bâches - tout ce que les lycéen.ne.s ont pu trouver pour improviser un départ en manif - « contre la sélection, 11h Nation », « présent imparfait, futur plus qu'incertain », « on veut pas une plus grosse part du gâteau, on veut toute la putain de boulangerie », etc. Tandis que nous avançons, et que des banques, des panneaux publicitaires et des agences d'assurance sont refaits, la présence policière jusqu'ici camouflée commence à apparaître, avec de nombreux camions et plusieurs lignes de CRS à l'avant de la manifestation. Un gradé va même jusqu'à rentrer seul dans le cortège, mais en ressort rapidement. Des torches s'allument, des fumigènes sont craqués, est clamé « Paris debout soulève-toi » parmi de nombreux autres cris, nous avançons vers République afin de rejoindre les cheminots à Gare de l'Est.



Néanmoins, la manifestation était sûrement trop joyeuse et déterminée pour la préfecture, et des gendarmes en nombre se placent à l'arrière, refermant ainsi la nasse, avec l'objectif certain de nous escorter jusqu'à la gare de l'Est. Alors que les provocations, les charges, et les gazages se multiplient, tout le monde comprend instinctivement qu'il n'est pas question de manifester une fois de plus sous escorte policière, et la manifestation se scinde en deux - la moitié tourne dans une rue perpendiculaire à gauche, l'autre moitié à droite.

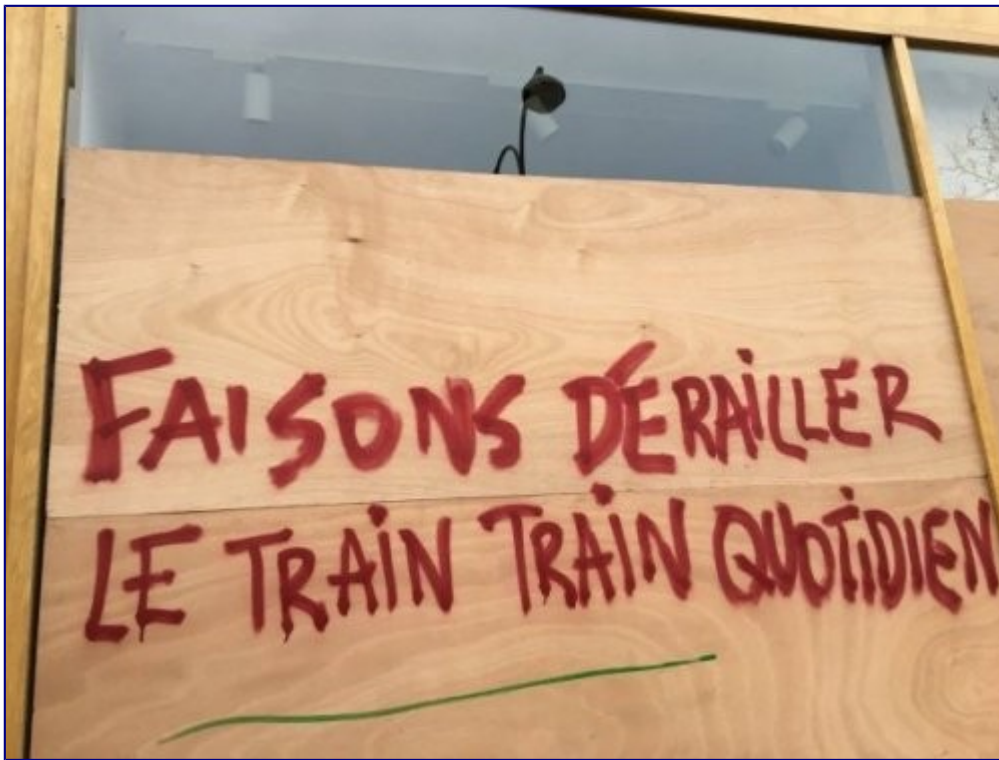
À gauche, les manifestant.e.s se retrouvent pris en étau dans une rue où les CRS les attendaient - on ne compte pas le nombre de lycéen.ne.s matraqué.e.s, un étudiant est gravement blessé à la tête. Ainsi, trois manifestant.e.s sont interpellé.e.s - dont deux ont fait l'objet d'un rappel à la loi, et passent en comparution immédiate. Tout le monde s'éparpille ensuite puis se retrouve afin de rejoindre les cheminots. À droite, un cortège échappe à la nasse en empruntant les petites rues de l'Est en passant par Belleville puis le canal St-Martin jusqu'à la gare de l'Est - au moins 300 personnes, de plus en plus à chaque rue. L'instinct commun y est stratégique, ce sont des

quartiers que nous connaissons, que nous habitons, nous parlons et nous savons où aller pour arriver sans flics. Et nous arrivons sans flics à gare de l'Est - après avoir arrêté la circulation, fait irruption sur un tournage, essayé de débrayer quelques lycées - où nous prenons la tête de la manifestation.

On se fond parmi les cheminots, tout le monde crie jusqu'à recouvrir les sons des syndicats, il faut marcher de longues minutes avant d'arriver en tête tant les cheminots sont nombreux, venus de toute la France. En chemin, nous rencontrons le nouveau chef du PS et ses compagnons évincés aux cris de « tout le monde déteste le PS » et « El Khomri El Khomri elle est où ? ». Tandis que la manifestation est toujours à l'arrêt, de plus en plus de monde se retrouve en tête, nous devons être 2000. Les cheminots s'impatientent et lancent des pétards par dizaines. Banderoles en tête, le cortège démarre - nous n'avions plus vu un cortège de tête si hétérogène depuis le 1<sup>er</sup> mai dernier, si ce n'est depuis 2016 : les lycéen.ne.s et les étudiant.e.s du matin, des k-ways noirs, des chasubles rouges, beaucoup de cheminots nous rejoignent. Jusqu'à République, tout le monde se retrouve, comprend que rien n'a disparu, que les rencontres d'un printemps font le printemps d'après.

Après la place de la République, la ferveur monte. Slogans, silence, slogans, chants, danses, pavés. Il n'y a pas de cortège de tête, seulement une tête parce que sans ballons syndicaux, sans slogans creux pré-enregistrés, parce que compréhension commune de ce qui se joue le temps d'une manifestation. En tête il y a une foule éparse, puis des banderoles, puis du noir, puis un monde sans drapeaux ni mégaphones. On redécouvre ce phénomène né il y a deux ans comme s'il n'avait jamais existé, et on réfute les prévisions de tous ceux qui croyaient sa mort déjà actée.

Entre République et Bastille, la foule se réveille et la préfecture renie sa stratégie de désescalade. Nous sommes de plus en plus, à croire que les cheminots désertent les cortèges syndicaux. Une Volkswagen s'enflamme, toutes les agences bancaires et d'assurance voient leurs slogans macabres remplacés par de joyeux mots, par dizaines - impossible de relever tous les tags géniaux qui ont fleuri en une journée après des mois d'abstinence. Certaines agences sont même débarrassées de leurs vitrines-forteresses et font ainsi portes-ouvertes le temps d'une émeute. À chaque rue perpendiculaire, les CRS sont là, au contact - à l'inverse de ces derniers mois - et nous redécouvrons les joies des grenades lacrymogènes et désencercantes, mais surtout du canon à eau devenu jouet favori de la préfecture. Après tout, c'est le printemps, que la préfecture nous arrose et nous nous multiplierons, germerons partout. Et parmi les pavés, le bitume et les bouteilles, dans l'euphorie tout le monde se met à danser sur Freed from desire, rythmé par les éclats de vitrines et de grenades, comme seule manière de se réchauffer sous une pluie mousseuse. Le boulevard Beaumarchais est libéré de son bitume, les pavés sont à nus et nous arrivons à Bastille.



Impossible d'avancer, nous ne sommes même pas sur la place qu'elle est déjà noire - la manif de la fonction publique est déjà arrivée et est aussi massive que celle des cheminots. Nous pénétrons la place dans les gazs, et règne un silence immense. Tout le monde - dans les deux cortèges - attend de se rencontrer, de se voir, de s'unifier. Chacun raconte sa journée, et on apprend que l'autre manif était aussi habitée d'une importante tête - tout l'Est parisien a donc été traversé en une journée, dans les lycées, dans les facs, dans les gares, à Nation, à République, à Bercy, à Bastille, etc. Il s'agit maintenant de ne plus contenir le débordement à un seul quartier, à une seule journée, à un seul événement, à un fragment de manif. Nous disions que « le 22 mars se présentait comme une occasion de réoccuper les espaces que nous avons abandonnés, de se retrouver », ce n'est finalement qu'une brèche qui en appelle d'autres.

Nous parlons avec quelques cheminots, ceux-ci se félicitent de cette première journée mais expliquent qu'il va falloir continuer autrement, que rien ne se fera avec leurs centrales syndicales en lesquelles ils n'ont pas foi. Selon eux il n'est pas question de négocier, il n'est d'ailleurs même pas question de retraites ou d'avantages - il ne s'agirait que d'une occasion pour se coordonner, s'organiser entre bases syndicales lucides et déterminées et autres manifestants. L'un d'eux ajoute qu'il n'est plus possible d'attendre, que c'est le moment, que ce ne sont pas les gares qu'il faut bloquer mais l'Élysée qu'il faut brûler. L'autre propose : « aujourd'hui on est 50.000 à Paris, la prochaine fois chacun vient avec une chèvre, on lâche les chèvres dans Paris et tout est bloqué. Il faut commencer par tout bloquer. » À méditer.

Alors que la place se vide doucement, beaucoup ne veulent pas partir, rien ne paraît fini - et du monde se réunit autour de la colonne de juillet en travaux, derrière les planches est cachée une quinzaine de CRS, prêts à intervenir pour évacuer la place. Tout le monde y voit un symbole du macronisme, de l'art de la mise en scène et du maquillage - autour d'un monument insurrectionnel, camouflés derrière des planches. Des cheminots, des fonctionnaires, des jeunes commencent à donner des coups dans les planches - à essayer de faire s'écrouler le décor - puis lancent tout ce qu'ils trouvent au-dessus des planches. Les flics repérés et assaillis prennent la fuite en lançant quelques grenades, et partent se réfugier dans un boulevard. Il n'y aura pas d'évacuation, pas même de sommation, malgré l'horaire de dispersion largement dépassé. Rien n'est fini, tout commence.

La CGT annonce déjà une nouvelle date nationale le 19 avril, il s'agit bien sûr d'en être, mais il n'est pas question d'attendre un mois. Nous avons donc un mois pour multiplier les points de conflits, de présence, avec les cheminots, dans les facs et ailleurs. Créer des dates et des lieux, construire le printemps.

La journée en images : <https://www.facebook.com/CAILparis/posts/2072504219695204>

## indonesie

### **Bandung (Indonésie): incendie d'une pelleteuse pendant la résistance à un projet de développement d'appartements**



Les habitants de RW 11 Tamansari, à [Bandung](#), ainsi que des personnes venues en solidarité, notamment des étudiants et d'autres habitants qui luttent pour préserver leurs maisons, se sont battus avec des promoteurs et des employés d'entreprises de construction qui soutiennent Rumah Deret (énorme projet immobilier de construction d'appartements). Tout ceci se passe le 7 mars 2018 autour de 10h du matin dans la zone qui entoure le Film Park.

Des gens venus en solidarité veulent bloquer le chantier pour stopper ce processus immobilier déjà bien engagé. Frustrées par la réussite de cette action, les grosses entreprises attaquent les manifestants en les frappant et en leur lançant des pierres. Des dizaines d'étudiants et d'habitants sont sérieusement blessés et doivent être emmenés d'urgence à l'hôpital Sariningsih. En parallèle, une pelleteuse est incendiée par une foule de personnes solidaires de Tamansari.

Plus tôt dans l'après-midi, ces entreprises de construction et promoteurs ont aussi tabassé des étudiants.

Même si des associations et des individus en appellent à l'Etat et au gouvernement pour des prétextes juridiques et citoyennistes, on peut se réjouir de cette action directe plutôt explicite.

Brûlons les promoteurs et leurs pelleteuses partout !

## [Italy, February 1, 2018 – LOCKS GLUED AT BENETTON SHOPS . en/it/](#)



via [act for freedom now](#), read this article in Italian after the link received anonymously:

“Claim of responsibility for sabotage of two Benetton shops

We are enemies of power and domination. We want the end of every form of exploitation. We aim for the absolute destruction of authority and of the capitalist system. The symbols and the consequences of capitalism and exploitation are everywhere. So we just had to take a clear decision, choosing to take the side of those who are oppressed and attacking the system and its accomplices: direct action for self-determination and total liberation! It doesn't matter how small is the action compared with the giant monsters we are fighting: it's action and not just promises at election time, it is the proof of the fact that the fight isn't over.

On Monday, January 29th, from an anarchist, antispeciesist, antiauthoritarian and anti-capitalist position, we sabotaged two Benetton shops located in Ferrara (Italy) by gluing the locks of the shops.

In solidarity with the Mapuches who, in Patagonia, for decades have been resisting the oppression of the corporation that, since 1991, had taken away (creating many ecological and social problems) almost one million hectares of land from the Mapuches who had lived there for centuries, in harmony with Pachamama (Mother Earth).

For the animals who are enslaved and exploited for the production of wool (to make clothes), and meat (the business of Benetton Group is not limited to the fashion industry).

For the workers, children and adults, who are exploited in factories through a particular method of subcontracting.

In memory of the victims of Rana Plaza collapse, in Bangladesh; and in memory of Santiago Maldonado, Rafael Nahuel and all the activists who lost their lives because of the brutal repression put in place by the States of Argentina and Chile.

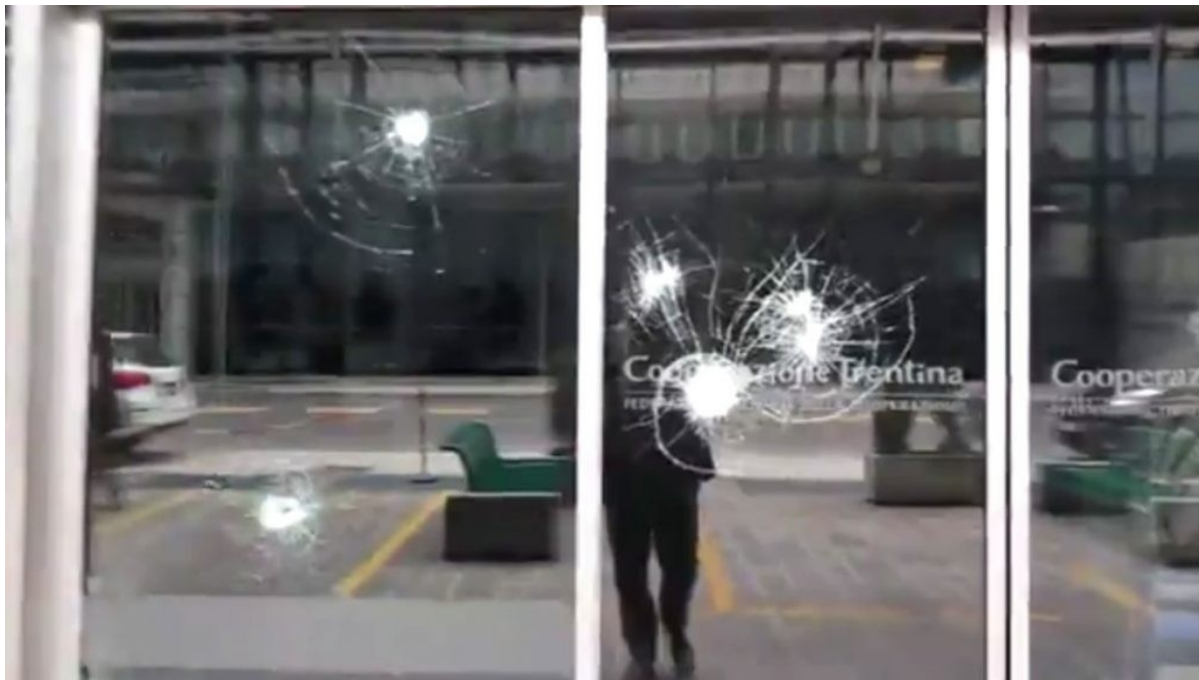
And also not to forget the involvement of Benetton in the transport of British war material to Iraq, and the hypocrisy of advertising campaigns hidden behind fake social commitment, created by Oliviero Toscani, in the attempt to show a clean image of the corporation.

‘Power disguises itself continually and the great challenge is to recognize its colors’

FOR HUMAN, ANIMAL AND EARTH LIBERATION

Anarchist Cell – Sebastián Oversluj Seguel”

**Trento, Italy – Stones against the Sala della Cooperazione  
[Cooperation Hall], which is to host Matteo Salvini [leader of the  
Northern League]**



From news websites we learn that in the night between 14<sup>th</sup> and 15<sup>th</sup> March about 13 stones were thrown at the windows of Sala della Cooperazione, which is to host a Northern League meeting with Matteo Salvini tonight.

Translated by act for freedom now!

[roundrobin.info](http://roundrobin.info)

## Cremona, Italy – Pioneer Dupont GM Research Centre damaged by fire



From Corriere della Sera of Sunday 11th March we learn that a fire that started at 4am on Saturday and was put out at 3pm seriously damaged the building of the Pioneer Dupont GM Research Centre, its offices and warehouse. The origin of the fire is unknown but carabinieri got hold of a CCTV recording which allegedly filmed a group of people jumping a fence and throwing molotov bottles.

via:cna

Translated by act for freedom now!